



DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
OPÉRATIONS PARLEMENTAIRES
ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

8^e Législature

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1986-1987

(2^e SÉANCE)

COMPTE RENDU INTÉGRAL

1^{re} séance du mardi 7 avril 1987

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

1. **Nomination de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée** (p. 17).
2. **Composition des commissions permanentes** (p. 17).
3. **Fixation de l'ordre du jour** (p. 17).
4. **Elections à la Haute Cour de justice** (p. 17).
5. **Politique générale.** - Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (p. 17).
M. Jacques Chirac, Premier ministre.
M. Laurent Fabius,
Jean-Claude Gaudin,
André Lajoinie,
Jean-Marie Le Pen,
Pierre Messmer.
M. le Premier ministre.
Renvoi de la suite du débat à la prochaine séance.
6. **Ordre du jour** (p. 42.)

COMPTE RENDU INTEGRAL

PRÉSIDENTICE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

1

NOMINATION DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES DE L'ASSEMBLÉE

M. le président. Les candidatures à la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée ont été remises à la Présidence et affichées à douze heures.

En conséquence, je proclame membres de cette commission les candidats présentés.

La composition de la commission sera publiée au *Journal officiel*.

Je rappelle que la commission se réunira à dix-huit heures trente, pour l'élection de son bureau.

2

COMPOSITION DES COMMISSIONS PERMANENTES

M. le président. J'indique à l'Assemblée que la composition des commissions permanentes a été publiée au *Journal officiel* du 3 avril.

Les nominations ont pris effet dès cette publication.

3

FIXATION DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au mardi 21 avril 1987 inclus a été ainsi fixé en conférence des présidents :

Cet après-midi et ce soir à vingt et une heures trente :

Déclaration de politique générale du Gouvernement ; débat et vote sur cette déclaration.

Mercredi 8 avril, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et à vingt et une heures trente, et jeudi 9 avril, à quinze heures et à vingt et une heures trente :

Projet de loi de programme d'équipement militaire.

Vendredi 10 avril, à neuf heures trente :

Questions orales sans débat.

Vendredi 10 avril, à quinze heures et à vingt et une heures trente, et mardi 14 avril, à seize heures et à vingt et une heures trente :

Projet sur la Nouvelle-Calédonie.

Mercredi 15 avril, à quinze heures, après les questions au Gouvernement, et à vingt et une heures trente, jeudi 16 avril, à quinze heures et à vingt et une heures trente, et mardi 21 avril, à seize heures et à vingt et une heures trente :

Projet sur l'épargne.

La conférence des présidents a décidé de maintenir au jeudi, pour la durée de la session, la matinée réservée aux travaux des commissions.

4

ÉLECTIONS A LA HAUTE COUR DE JUSTICE

M. le président. La conférence des présidents a fixé au mercredi 15 avril 1987 le deuxième tour de scrutin pour l'élection des douze juges titulaires de la Haute Cour de justice, ainsi que le scrutin pour l'élection des six juges suppléants.

Ces élections requièrent la majorité absolue des membres composant l'Assemblée.

Les scrutins seront ouverts de quinze heures à dix-huit heures.

Les candidatures devront parvenir à la présidence au plus tard le mardi 14 avril 1987, à dix-huit heures.

5

POLITIQUE GÉNÉRALE

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration de politique générale du Gouvernement, faite en application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution, ainsi que le débat et le vote sur cette déclaration.

La parole est à M. le Premier ministre. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Jacques Chirac, Premier ministre, Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, le 16 mars 1986, les Français ont donné leur confiance à une nouvelle majorité. (Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.) C'est celle qui depuis un an, unanime, soutient le Gouvernement. (Rires sur quelques bancs du groupe socialiste.)

Pourquoi les Français l'ont-ils fait ? Parce qu'ils avaient le sentiment que la France n'était pas engagée sur la bonne voie. (*Très bien ! sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Certes, la situation mondiale expliquait et explique encore une part de nos difficultés (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste*). Je mentionnerai notamment l'instabilité monétaire internationale qui fait monter les taux d'intérêt et freine ainsi l'expansion ; le déséquilibre des balances commerciales et, dans de trop nombreux pays, des déficits budgétaires massifs ; l'endettement des pays en voie de développement.

Le monde connaît une situation caractérisée par une croissance économique insuffisante et, en conséquence, par un chômage qui partout, ou à peu près partout, est de l'ordre de 10 p. 100 de la population active.

Mais la situation difficile que nous avons héritée il y a un an avait également, nul ne peut l'oublier et encore moins le contester, des causes propres à la politique qui avait été suivie de 1981 à 1986. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Mme Yvette Roudy. Ce n'est pas vrai !

M. le Premier ministre. Notre économie souffrait d'une excessive rigidité et d'un grave manque de compétitivité. Les résultats du commerce extérieur étaient décevants. La croissance était plus faible que celle de nos voisins tandis que la hausse des prix était plus forte. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Le déficit budgétaire avait progressé à un rythme tel que notre dette publique avait triplé. Plus de 600 000 emplois avaient été détruits au cours des cinq années précédentes. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

La dégradation de notre compétitivité était liée, notamment, à l'accroissement des charges des entreprises. Nous avons pris un retard important en matière d'investissement productif, puisque celui-ci a baissé régulièrement de 1981 à 1984 alors que nos principaux concurrents poursuivaient la modernisation de leur équipement industriel. Notre économie manquait de flexibilité dans tous les secteurs et sur tous les marchés - qu'il s'agisse du marché des biens et des services, du marché du travail ou du marché des capitaux. L'insuffisante rentabilité de nos entreprises était d'autant plus inquiétante que celles-ci supportaient des taux d'intérêt réels élevés.

A cela s'ajoutaient des phénomènes d'une autre nature mais tout aussi préoccupants pour l'unité et la cohésion de notre pays :

L'insécurité et la violence ;

La montée du chômage frappant tout particulièrement la jeunesse ;

La diminution du pouvoir d'achat des familles et du revenu agricole (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) ;

La naissance d'une nouvelle pauvreté avec son cortège d'inégalités et d'injustices ; (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

La menace sur l'équilibre financier des régimes sociaux due, notamment, à des décisions hâtivement prises et sans couverture financière.

Enfin l'Etat pesait chaque jour plus lourdement sur la vie politique, économique et sociale de notre pays par les nationalisations intempestives, l'accroissement des interventions bureaucratiques de toute nature (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), le maintien du régime de contrôle administratif sur les prix, sur les changes, sur le crédit, sur la gestion des entreprises. Tout concourait à rendre plus insupportable aux Français une emprise de l'Etat qui les paralysait de plus en plus.

Voilà pourquoi ils se sont détournés de l'ancienne coalition élue en 1981 et voilà pourquoi ils ont confié à une nouvelle majorité le soin de mettre en œuvre une autre politique (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) pour que la France redevienne :

Un pays plus uni, aux tensions réduites et non pas aggravées (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) ;

Un pays plus libre avec un Etat à sa place et assurant vraiment les responsabilités qui sont les siennes ;

Un pays plus dynamique où la croissance permet de stopper la destruction des emplois (*Vives exclamations sur les mêmes bancs*) ;

Un pays plus juste où de vraies mesures sont prises pour les plus défavorisés (*Exclamations sur les mêmes bancs*) ;

Un pays, enfin, plus respecté dans le monde parce que plus assuré dans sa puissance économique et dans ses moyens de défense.

En un mot comme en cent (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*), mesdames et messieurs les députés, les Français n'ont plus voulu du socialisme. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Sitôt élue, la nouvelle majorité a dû prendre une première décision (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste*) : dès lors que le Président de la République était déterminé, en dépit des résultats de la consultation électorale, à rester en fonctions (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*)...

M. Joseph Franceschi. C'était son droit !

M. le Premier ministre. ... et que cette décision ne pouvait être légalement contestée par quiconque, que fallait-il faire ?

M. Joseph Franceschi. Respecter la Constitution !

M. le Premier ministre. Refuser de gouverner, c'était prendre le risque d'ouvrir une crise, peut-être une crise de régime, avec son cortège de gouvernements renversés, de mandats interrompus, de contestations dans le pays. C'était aussi, alors que notre économie exigeait un redressement immédiat, la laisser s'affaiblir encore.

Il fallait à l'évidence prendre acte de la situation créée par la volonté des Français et assumer pleinement nos responsabilités.

Je sais que cette décision a fait, à l'époque, l'objet de nombreuses discussions. Aurions-nous les moyens de gouverner ? Pourrions-nous, en deux ans, commencer le redressement et le rendre suffisamment tangible pour que les Français en mesurent les effets dès 1988 ?

Malgré ces interrogations, nous n'avons pas hésité. Nous avons pensé que, puisque nos concitoyens nous avaient fait confiance, il n'était ni possible ni démocratique de refuser le mandat qu'ils nous avaient conféré.

M. Joseph Franceschi. Et voilà pour Barre !

M. le Premier ministre. Le pays ne l'aurait pas compris. Il ne nous aurait pas pardonné de fuir nos responsabilités. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*)

C'est ce qui a entraîné la constitution d'un gouvernement soutenu par l'union pour la démocratie française et par le rassemblement pour la République.

Ce gouvernement, que j'ai l'honneur de diriger, se présente aujourd'hui devant vous, au bout d'un an de gestion, pour vous demander de lui confirmer votre confiance. (*Interprétations sur les bancs du groupe socialiste.*)

S'il le fait, c'est parce qu'il est bon qu'à échéance régulière la représentation nationale réaffirme, par un acte solennel, son soutien. Mieux que son soutien, son adhésion profonde aux objectifs définis en commun et à l'action que nous menons, sous son contrôle.

Je suis sûr que vous confirmerez ainsi que la voie choisie il y a un an était la bonne, que vous continuerez à la soutenir sans réserve, que vous êtes décidés à le faire jusqu'au bout et que vous êtes prêts à la justifier et à la défendre devant les Français au printemps de 1988. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*)

Quelle politique avons-nous menée depuis un an ? (*Interprétations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Charles Ehrmann. Les chiens aboient, la caravane passe !

M. le Premier ministre. Je puis dire, sans crainte d'être contredit, que jamais un gouvernement n'a autant fait et en aussi peu de temps, (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) pour changer en profondeur notre société.

Je n'ai pas l'intention de dresser ici la liste de tout ce qui a été entrepris. (*Si ! Si ! sur les bancs du groupe socialiste.*) Mais permettez-moi de vous en rappeler l'essentiel, que l'on peut rassembler autour de quatre grandes idées :

Un meilleur fonctionnement de notre démocratie (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) ;

Plus de justice et de sécurité pour les Français ;

Plus de responsabilité et de participation des citoyens ;

Plus de liberté pour tous. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Un meilleur fonctionnement de notre démocratie, c'est le retour au scrutin majoritaire, qui seul permet à la fois aux électeurs d'effectuer un choix clair et simple et de confier le gouvernement à une majorité unie, sans risque de retour au système des partis dont la France a tant souffert dans le passé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur quelques bancs du groupe U.D.F.*)

Plus de justice pour les Français, c'est s'attaquer aux deux inégalités les plus inacceptables dans notre société : l'inégalité devant la sécurité et l'inégalité devant l'emploi.

Pour la sécurité, nous avons pris les mesures qui s'imposaient pour renforcer notre dispositif de lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme.

Face au chômage, nous avons immédiatement adopté un plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes ; nous avons assoupli les règles de gestion des entreprises pour leur permettre d'accroître leurs embauches ; nous avons défini de nouvelles mesures en faveur des chômeurs de longue durée ; nous avons engagé un vaste programme de modernisation de notre système de formation professionnelle.

Plus de responsabilité pour les citoyens, tel est le sens non seulement de l'ordonnance que nous avons prise pour développer l'intéressement et la participation des travailleurs à la gestion, aux résultats et au capital de leur entreprise, mais aussi du programme ambitieux de privatisation que nous avons mis en œuvre. Car, en faisant adopter par le Parlement

la privatisation de soixante-cinq entreprises publiques en cinq ans, nous avons voulu développer enfin dans notre pays un véritable actionariat populaire...

M. Henri Emmanuelli. Pour vos copains !

M. le Premier ministre. ..., c'est-à-dire permettre aux salariés des entreprises concernées et à tous les Français de devenir vraiment les propriétaires des grandes sociétés industrielles et financières de notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.* - *Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R.*)

Enfin, et j'allais dire surtout, plus de liberté pour tous. En ce domaine, les mesures que nous avons prises sont nombreuses et concernent tous les aspects de notre vie économique et sociale :

Rétablissement des libertés économiques - liberté des changes, liberté du crédit, liberté des prix et mise en œuvre d'un droit moderne de la concurrence qui met la France au niveau des grandes nations démocratiques et modernes de ce monde ;

Liberté de gestion des entreprises grâce à l'assouplissement des règles du droit du travail qui, par leur rigidité, leur complexité et leur lourdeur, jouent en fait contre l'emploi ;

Réduction, partout où cela était possible et souhaitable de l'emprise de l'Etat, en diminuant les prélèvements fiscaux, en exonérant d'impôts plus de deux millions de familles à revenus modestes (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), en rendant plus équitables, plus humains, moins inquisitoriaux les rapports entre les contribuables et l'administration fiscale...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Pour les fraudeurs !

M. le Premier ministre. Liberté dans le secteur de la communication et de l'audiovisuel avec la création de la commission nationale de la communication et des libertés. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.* - *Appaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) et l'instauration du pluralisme dans la télévision et la radio.

Il est bien évident que de tels changements supposaient que, parallèlement, nous engagions fermement le redressement de notre économie. C'est ce que nous avons fait dès le mois d'avril en donnant à notre monnaie une valeur réaliste et stable (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), en engageant dès le collectif de 1986 un effort important de réduction du déficit budgétaire, effort intensifié par la suite dans le budget de 1987, en menant une politique monétaire rigoureuse, en refusant, quelles que soient les difficultés rencontrées sur notre chemin, la facilité dans le domaine des rémunérations, bref en choisissant une politique économique de sagesse et de rigueur financière.

Quel est finalement le sens de notre action ? C'est de remettre notre pays au niveau des grandes démocraties modernes. C'est d'engager le redressement par la liberté et pour le progrès.

Quels sont, mesdames et messieurs les députés, les résultats obtenus au bout d'un an ?

De nombreux députés du groupe socialiste. Nuls !

M. François Patriat. Zéro !

M. le Premier ministre. Tout d'abord, nous avons gouverné avec le souci de notre responsabilité devant le pays. Nous en sommes fiers et la majorité qui nous a soutenus peut en être également fière. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du R.P.R.* - *Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Gérard Collomb. Ils n'osent même plus applaudir !

M. le Premier ministre. Ensemble, nous avons participé à une action de rénovation et de libération sans précédent, action de plus en plus remarquée et soulignée à l'étranger et qui laissera sa marque durable sur notre pays.

M. André Laignel. Hélas !

M. le Premier ministre. La France a changé, et elle a changé grâce à nous. Dans ses profondeurs, la nation s'en rend compte. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Beuflis. Comme dimanche dernier !

M. le Premier ministre. Les résultats, quels sont-ils ? La sécurité est mieux assurée, et nos concitoyens le constatent dans leur vie quotidienne. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

L'accord national sur la politique de défense renforce l'influence de la France dans le monde.

Les privatisations, en dépit des pronostics pessimistes de certains experts, connaissent un succès extraordinaire.

Quatre mois ont suffi à mettre en œuvre deux très importantes privatisations : Saint-Gobain et Paribas. Dix autres opérations sont aujourd'hui engagées, quelques-unes sont conclues. En moins d'un an, plus du quart de notre programme de législation aura été réalisé.

Sur le plan financier, l'affectation des produits des privatisations à l'amortissement de la dette publique allège les prélèvements de l'Etat sur le marché ; les dotations complémentaires accordées aux entreprises nationales permettent à celles-ci d'accroître leur effort d'investissement et de recherche.

Mais, surtout, comment ignorer désormais l'immense succès populaire des privatisations, qu'il s'agisse du personnel ou des petits épargnants ?

Cinquante pour cent des salariés ou des retraités de Saint-Gobain et de Paribas ont choisi de devenir actionnaires de leurs entreprises. Pour une société régionale comme la Sogenal, 97 p. 100 de ses salariés en France ont voulu acquérir des actions de leur banque. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R.*) Plus de 3 800 000 souscriptions individuelles de petits porteurs ont été recensées pour Paribas. Grâce à la privatisation et à l'extraordinaire développement du marché financier qu'elle a suscité, le nombre des actionnaires directs, dans notre pays, a plus que triplé. Il ne s'agit pas simplement d'un succès économique, mais d'une profonde révolution dans notre société.

Notre économie amorçe son redressement : le déficit budgétaire diminue, l'endettement extérieur de l'Etat aussi. La croissance a augmenté l'année dernière deux fois plus que l'année précédente et nous avons recommencé à créer des emplois. (*Ah ? sur les bancs du groupe socialiste.*)

Notre commerce extérieur est équilibré, nos investissements productifs ont augmenté en volume. L'inflation a été ramenée pour la première fois, au niveau moyen de celui de nos voisins. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) L'emploi des jeunes s'est amélioré.

Si, globalement le chômage continue d'augmenter en raison de l'arrivée sur le marché du travail, chaque année, d'environ 200 000 demandeurs d'emplois supplémentaires, il ne faut pas oublier que, pour la première fois depuis 1981, nous avons, en 1986, créé, dans le secteur marchand de notre économie, plus d'emplois qu'il n'en a été détruit. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.* - *Interruptions sur les bancs du groupe socialiste.*) Alors que, chaque année, nous en détruisions jusqu'ici plus de 100 000.

Certes, ces résultats sont encore limités et insuffisants.

Mme Yvette Roudy. C'est bien vrai !

M. le Premier ministre. Le redressement n'en est qu'à ses débuts. L'effort que nous avons encore à accomplir est un effort de longue durée. Je sais et vous savez bien tous que, depuis 1973, notre pays a trop donné à la consommation et pas suffisamment à l'investissement et au renforcement des entreprises à la suite du premier choc pétrolier. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur quelques bancs du groupe U.D.F.* - *Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Nous en supportons les conséquences et nous les supporterons encore plusieurs années. Ce n'est pas en quelques mois que pareille situation peut être redressée. Il nous faut du temps, de la patience, de la volonté et du courage.

Mme Yvette Roudy. Vivement demain !

M. le Premier ministre. Certes, les difficultés ne nous ont pas manqué. Nous les avons connues notamment à la fin de l'année dernière. Un projet de loi sur la réforme des universités, qui allait dans la bonne direction et qui ne justifiait pas les reproches qui lui étaient faits, a soulevé tellement d'incompréhension, spontanée ou organisée (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.* - *Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), que j'ai jugé préférable de le retirer.

Il ne sert à rien d'engager de bonnes réformes ; encore faut-il qu'elles soient bien comprises et bien admises pour pouvoir être bien appliquées. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ce sont ensuite des difficultés sociales que nous avons rencontrées. Au cours d'un hiver exceptionnellement rude, une grève a paralysé, durant plusieurs semaines, les grands services publics. Je n'ai pas cru possible, ni souhaitable, de modifier la politique suivie en matière de salaires. Dès lors que, dans le secteur public comme dans le secteur privé, le maintien du pouvoir d'achat était assuré, il ne pouvait être question de modifier l'équilibre de notre économie, d'aggraver les charges des entreprises, le déficit du budget, et de risquer une relance de l'inflation en cédant à la facilité.

Je ne prétends pas que les revendications étaient illégitimes. (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste.*) Je dis simplement que, dans la situation qui était la nôtre, il n'était pas possible de modifier nos décisions. Je ne l'ai donc pas fait.

Troisième difficulté enfin, le mouvement erratique des monnaies a entraîné de graves tensions dans le système monétaire européen, dont le franc a supporté les effets, malgré une politique économique qui est publiquement appréciée par tous nos partenaires. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes employés à proposer une réforme du système monétaire européen et nous avons fait en sorte que puissent se réunir à Paris les ministres des finances des grands pays industrialisés. Ils ont conclu, le 23 février dernier, les accords du Louvre qui constituent un pas important pour le rapprochement des politiques économiques des pays industrialisés, la convergence de leurs interventions sur les marchés et l'affirmation de leur solidarité monétaire.

Ces difficultés, mesdames et messieurs les députés, ces difficultés-là ou d'autres, étaient prévisibles. Une politique de redressement ne se fait jamais sans mécontentements, ni tensions, d'autant que les efforts précèdent les résultats, qui n'apparaissent, eux, que plus tard. Cela, nous le savions, vous le saviez, et c'est un risque que nous avons couru les yeux ouverts, parce qu'il y allait du service de notre pays qui devait être gouverné et redressé. Si c'était à refaire, je ne doute pas que nous effectuerions le même choix, tous ensemble, malgré les difficultés. Quant à moi, je le referais sans hésitation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur plusieurs bancs du groupe U.D.F.*)

Il nous reste beaucoup à entreprendre et à réussir.

M. Gérard Collomb. Et à échouer !

M. le Premier ministre. Je le sais, on a parlé, ici ou là, de pause : pause économique, pause sociale, pause dans les réformes de société... au point que le seul domaine qui aurait pu échapper à l'engourdissement eût été celui de la polémique et de la politique.

Je veux réaffirmer devant vous ce que j'ai déjà dit : il n'est pas question, si peu que ce soit, de faire une pause. L'action du Gouvernement doit se poursuivre avec la même volonté, le même dynamisme, la même ardeur.

La pause ? Qu'on juge du nombre et de l'ampleur des réformes qui restent à engager et dont les textes vont être soumis durant la présente session ou à l'automne prochain.

M. Gérard Collomb. Mauvais !

M. le Premier ministre. Dès après le débat de confiance, le Gouvernement présentera à votre examen et, j'en suis convaincu, à votre approbation, le projet de loi de programme d'équipement militaire. Ce projet doit permettre de démontrer, s'il en était besoin, que la France est unanimement résolue à assumer sa défense et à s'en donner tous les moyens.

Consacrant un effort sans précédent par son ampleur, sa progression et sa continuité à l'équipement de nos forces nucléaires et classiques, la loi permettra de lancer les grands programmes qu'exigent le maintien de notre capacité de dissuasion, la prise en compte des nouveaux enjeux tels que l'espace, et la modernisation de nos forces conventionnelles pour l'action qui doit être la nôtre en Europe et dans le monde.

La session qui vient de s'ouvrir sera également l'occasion de poursuivre le mouvement de libération de notre économie, gage de sa modernisation, par la loi sur l'épargne, par la réforme de la Bourse ou celle des entreprises d'assurances,

par l'aménagement des procédures fiscales et par l'encouragement du mécénat au service de l'initiative et de la solidarité dans notre pays.

Vous pourrez aussi, mesdames et messieurs les députés, apporter un règlement définitif aux difficiles problèmes rencontrés par nos compatriotes rapatriés d'Afrique du Nord. C'est l'ensemble de notre communauté nationale qui, depuis trop longtemps, a contracté envers eux une dette financière - je pense naturellement aux questions liées à l'indemnisation - mais aussi, chacun ici en est conscient, une dette morale. Par delà...

M. Gérard Collomb. Les élections !

M. le Premier ministre. ... le nécessaire effort financier, il y va de notre unité, il y va de notre dignité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Vous aurez, par ailleurs, à discuter de l'organisation du référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), dont la population, chacun ici le sait, est si proche de notre cœur à tous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur plusieurs bancs du groupe U.D.F.*)

La procédure qui vous sera proposée, parce qu'elle est démocratique et conforme à notre Constitution, ...

M. Jean-Claude Martinez. Non !

M. le Premier ministre. ... vise à réaffirmer la primauté du droit, source de toute liberté.

Il appartiendra aux habitants - à tous les habitants - de la Nouvelle-Calédonie (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) de déterminer eux-mêmes leur avenir. Cet avenir passe par le respect d'autrui, par le rejet des égoïsmes, par une compréhension accrue de chacune des communautés de cet archipel plein d'avenir parce que riche de sa diversité, par un nouveau statut qui sera mis au point, par un épanouissement des régions.

Notre effort de lutte contre l'insécurité devra également être poursuivi. Beaucoup a déjà été fait mais beaucoup reste à faire. Vous serez saisis de projets relatifs à la répression du trafic et de l'usage des stupéfiants, tant il est vrai qu'il nous faut apporter de vraies solutions aux ravages causés par la drogue dans notre pays, singulièrement chez les jeunes. Vous aurez aussi à vous prononcer sur l'accroissement des moyens de nos établissements pénitentiaires. Lorsque toutes les autres solutions ont été essayées et qu'elles restent vaines, il faut recourir, sans état d'âme, à la répression. Mais la défense de la société ne se conçoit que si cette répression est effective, que si les sanctions sont appliquées, que si les peines sont purgées. Le système pénitentiaire dont nous disposons ne répond plus à ces exigences. Les conditions de détention, conséquences de la surpopulation des prisons, sont indignes de notre pays. Il faut donc apporter des solutions nouvelles et efficaces.

Enfin, parce que le chômage est le pire des fléaux, en même temps que la première des injustices, un effort tout particulier sera fait dans trois directions.

Effort de modernisation par un meilleur aménagement du temps de travail, c'est-à-dire par plus de souplesse dans l'organisation du travail et par une nouvelle utilisation des équipements grâce à la négociation contractuelle.

Effort de solidarité, ensuite, en faveur des plus vulnérables, et je pense ici, notamment, aux chômeurs de longue durée que nous devons, par des aides spécifiques, réinsérer dans les entreprises.

Effort de formation, qui est au cœur de notre projet social. Parce que nous voulons jouer cette carte maîtresse, nous avons engagé les partenaires sociaux, par le dialogue et la concertation, à moderniser un dispositif vieux maintenant de quinze ans. Depuis des années des efforts considérables ont été consentis, mais des dispositifs de plus en plus complexes ont été élaborés. Il nous faut tenir compte du rythme accéléré des changements technologiques et de leurs conséquences sur l'emploi, savoir réexaminer les priorités, simplifier les procédures, responsabiliser davantage encore les entreprises. J'ai bon espoir que les négociations qui vont s'ouvrir, et notamment dans les branches professionnelles, donneront un nouvel élan à la formation, c'est-à-dire une meilleure capacité d'adaptation des travailleurs aux évolutions de l'économie, un nouveau champ de dialogue, de nouveaux outils de promotion sociale. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste.*)

Voilà, mesdames, messieurs les députés, les principaux textes qui seront soumis à votre examen. Comme vous le voyez, le champ de votre réflexion et de votre décision est largement ouvert devant vous ! Je suis convaincu que vos débats seront l'occasion de manifester l'union de la majorité et sa coopération étroite avec le Gouvernement.

Voter des textes ne suffit cependant pas. Les grandes réformes que nous avons engagées et celles qu'ensemble nous allons entreprendre doivent aussi, et je dirai surtout, entrer dans les faits.

Lutter contre l'inflation, mettre en œuvre le nouveau droit de la concurrence, c'est changer nos habitudes, c'est modifier profondément nos comportements.

Préparer pour 1988 une nouvelle baisse des déficits et une nouvelle baisse des impôts, privatiser mois après mois les entreprises que nous avons décidé de rendre aux Français (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste*) c'est affirmer dans les faits notre volonté d'entrer dans une véritable économie de marché, qui est l'économie européenne de demain.

Développer l'accueil en entreprise des jeunes et des chômeurs de longue durée, rénover l'apprentissage, donner à tous les salariés licenciés le droit à un plan social, adapter, à l'initiative des partenaires sociaux, notre dispositif de formation continue, exploiter les nouveaux gisements d'emploi et favoriser l'apparition d'activités nouvelles par le moyen du programme d'insertion locale, des associations intermédiaires ou par l'aide aux emplois à domicile, améliorer les T.U.C., c'est démontrer concrètement, jour après jour, notre détermination de lutter contre le chômage, de tout faire pour qu'à plus de créations de richesses dans l'économie correspondent plus de créations d'emplois, de donner enfin à tous, par la formation, un travail plus qualifié.

Gérer notre monnaie de façon responsable et sage pour lutter contre l'inflation et préserver la stabilité des changes, c'est inscrire dans les faits le renforcement de la compétitivité de nos entreprises, leur aptitude à exporter ; c'est leur rendre les moyens de créer des emplois.

Mettre en œuvre avec dynamisme et générosité les dispositions prévues dans la loi de programme pour les départements d'outre-mer, c'est renforcer l'unité nationale et la solidarité entre tous les Français.

M. Gérard Collomb. Non, c'est l'enlèvement ! Ces textes, ces efforts, bref cette grande transformation, est-ce la pause ?

M. le Premier ministre. Certes non ! C'est l'action ! C'est l'action engagée et poursuivie par le Gouvernement et sa majorité avec vigueur et détermination.

La politique que nous menons, grâce à votre soutien, serait cependant bien incomplète si nous nous dispensions, par facilité, de régler certains grands problèmes de fond ou de société qu'un texte de loi ou une action gouvernementale ne suffit pas à résoudre.

Il est des questions auxquelles il n'incombe pas au Gouvernement seul de répondre *a priori*. C'est à la société dans son ensemble, au milieu des difficultés, des échecs, mais aussi des succès, qu'il appartient de dégager les voies d'une solution mûrement réfléchie.

S'agit-il du code de la nationalité ? (« Ah ! » sur les bancs du groupe *Front national* [R.N.].) Je dis très nettement qu'il n'est ni de près ni de loin question d'en abandonner la réforme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur quelques bancs du groupe U.D.F. - Protestations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*) Devenir citoyen français est un honneur, une chance, et doit être une joie. C'est un événement heureux qui ne saurait être imposé, ni contraint, et encore moins dévalué.

Mais pour ces mêmes raisons, il ne saurait être question d'imposer telle ou telle solution sans l'expliquer et sans la faire comprendre, favorisant ainsi les réactions les plus passionnelles, les plus fausses, voire les moins bien intentionnées.

J'ai donc demandé que soit engagée sur ce point la plus large concertation, en sorte que les opinions les plus diverses et les autorités les mieux reconnues puissent être entendues.

Je ne doute pas qu'ainsi nous parvenions rapidement à dégager des solutions qui soient conformes à nos traditions.

S'agit-il de notre système de protection sociale ?

Chacun connaît sa contribution majeure aux progrès de notre pays. Chacun mesure aussi aujourd'hui les dangers qui menacent une institution irremplaçable. La sécurité sociale, c'est le bien commun de tous ; c'est notre patrimoine ; j'y

suis, comme vous tous, profondément attaché. Je n'accepterai jamais, pas plus que vous, de la remettre en cause. Son avenir exige une réflexion collective et des choix à faire en commun, car le second problème de notre société, après l'emploi, le voici : le maintien de notre sécurité sociale, qui a su concilier liberté et solidarité, au bénéfice notamment des plus défavorisés. J'ai confiance dans l'esprit de responsabilité des Français. Nous répondrons à ce défi comme aux autres. Les Etats généraux que j'ai souhaité organiser permettront d'analyser ensemble la situation et les solutions à mettre en œuvre. Je saisisrai bien sûr le Parlement en temps opportun pour qu'il en débâte.

Notre action, votre action, est tout entière consacrée à l'indispensable redressement de notre pays. Des réformes d'importance restent à entreprendre ; des réflexions de fond doivent être engagées pour que notre société fasse peu à peu naître en elle-même un nouveau pacte social, où chacun reconnaîtra que la place qui lui est faite est juste, que sa dignité est reconnue, que sa participation à l'effort de tous est appréciée et que de lui dépend aussi le succès et la grandeur de notre pays.

Le général de Gaulle nous a enseigné qu'il ne peut y avoir d'avenir pour les Français que si nous savons définir et mettre en œuvre un grand projet pour la France.

Je crois que cette vérité avait été un peu oubliée depuis quelques années et que nous étions retournés à nos vieilles querelles et à nos intérêts égoïstes.

Le monde est aujourd'hui, chacun le sait, impitoyable, dangereux et aussi imprévisible.

Face aux défis de cette fin de siècle, la France peut choisir deux voies.

La première, qu'elle a empruntée depuis peu, était celle de la facilité. Elle consiste à subir une évolution qui nous mènera inexorablement au renoncement et au compromis. Elle accepte comme une fatalité que notre pays devienne une nation moyenne ou résignée. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Il ne faut pas se cacher la vérité, tous les exemples historiques le montrent : lorsque l'on emprunte cette voie, qui fut celle des socialistes, on ne s'arrête plus, c'est celle de la décadence. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

La seconde voie, plus difficile, c'est celle du refus et de la volonté, refus de subir et volonté d'agir et surtout de réagir. C'est le chemin de l'effort. C'est donc celui de la dignité.

C'est le projet qu'ensemble la majorité propose à la France. Mais, pour le bâtir, il faut savoir à la fois se prémunir contre les menaces qui nous assaillent et effectuer les efforts pour défendre et affermir notre démocratie.

M. Henri Emmanuelli. Caricature !

M. le Premier ministre. Les menaces, j'en citerai trois...

Plusieurs députés socialistes. Barre, Barre et Barre ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le Premier ministre. ...qui me paraissent, actuellement, les plus dangereuses pour le monde et pour la France.

La première est celle de l'affrontement, de la violence et du terrorisme. La course aux armements, les guerres et les tensions du Moyen-Orient ou de tant d'autres endroits du globe, la volonté d'impérialisme ou de domination de certaines nations ou de certaines idéologies, tout cela met en péril la paix.

Sur ces différents points, nous avons clairement affirmé notre détermination.

En ce qui concerne les négociations entre les grandes puissances que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique, si nous souhaitons très profondément qu'elles débouchent sur un accord solide et durable, nous entendons qu'elles ne soient pas conclues au détriment des intérêts vitaux des pays européens.

Les conversations très positives que j'ai eues récemment avec les responsables américains m'ont rassuré sur ce point. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Quant aux guerres qui se prolongent malheureusement dans tant d'endroits, faisant des centaines de milliers de morts, et menaçant, à chaque moment, d'embraser une partie du globe, nous nous efforçons, chaque fois que nous le pouvons, de contribuer à l'apaisement et à la paix.

Tel a été le cas, pour n'en citer qu'un, au Tchad, où la France a eu le souci constant de préférer les solutions durables aux coups d'éclat éphémères. Les succès récents des forces gouvernementales couronnent les efforts des Tchadiens pour la libération de leur pays, en même temps qu'ils récompensent la politique patiente et déterminée de la France, menée de plein accord avec ses amis africains. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et U.D.F.*)

Plus douloureuses pour notre pays, les épreuves que nous avons subies en septembre dernier ont montré le courage et la détermination de nos concitoyens face au terrorisme. Je tiens à rendre à nouveau hommage aux forces de l'ordre, ainsi d'ailleurs qu'à tous les responsables politiques qui ont fait face dans la dignité et l'unité à ce grave péril. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

J'ai défini, ici même, le 8 octobre, les principes de notre politique devant les menaces terroristes. Ils sont et seront appliqués sans faiblesse.

M. Gérard Collomb. Presque !

M. le Premier ministre. Nos services de police et de renseignement mènent, avec l'obstination et le succès que l'on sait, depuis quelque temps une lutte implacable pour prévenir, autant que faire se peut, le retour de ces événements tragiques. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*) Chacun doit savoir que la France ne cédera jamais au chantage, d'où qu'il vienne.

La deuxième menace est celle qui résulte des déséquilibres économiques et sociaux dans le monde. Il n'est plus possible de refuser d'aborder de front le problème des pays en voie de développement et de regarder, impuissants ou résignés, ceux-ci s'enfoncer dans plus de misère, plus de retard et plus d'endettement. C'est une question de dignité de l'homme.

La France propose - et je viens de le dire personnellement avec la plus grande fermeté et conviction au président des Etats-Unis - que les nations riches prennent sans tarder des initiatives généreuses et audacieuses pour contribuer à résoudre ce problème. Si nous ne le faisons pas, nos enfants, qui sont peut-être plus que nous épris d'idéal et de générosité (« *Sûrement !* », sur de nombreux bancs du groupe socialiste), nous reprocheront un jour d'avoir accepté, égoïstes et résignés, que des hommes, des femmes et des enfants puissent encore aujourd'hui mourir de faim ou d'épuisement.

Enfin, troisième menace...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Barre !

M. le Premier ministre. ... comment ignorer l'incapacité de nos sociétés modernes et industrielles d'assumer, sans nouvelles injustices et sans déséquilibre profond, le problème de leur propre développement. Ce que l'on a appelé les « Trente Glorieuses », où nous avons su concilier progrès social et développement économique, n'était pas un miracle. C'était un moment privilégié dans l'évolution de l'humanité où une civilisation, la civilisation occidentale, a su construire un modèle culturel, économique, social...

M. Gérard Collomb. Vous vous reniez !

M. le Premier ministre. ... politique, technologique qui a engendré prospérité et progrès. Ce modèle ne fonctionne pas harmonieusement ; il faut en bâtir un autre et ne pas accepter comme une fatalité le sous-emploi, la naissance de nouvelles inégalités ou l'apparition d'une pauvreté que nous pensions avoir définitivement chassée, au moins dans nos nations industrielles.

Tels sont les défis que nous avons à relever avant la fin de ce siècle. Nous avons la capacité de le faire à condition d'en avoir la volonté, et que les Français soient bien conscients des choix qu'implique une politique de redressement et qu'ils acceptent les efforts qu'elle exige.

Le premier effort est celui pour l'indépendance nationale et le rayonnement de la France. Nous le faisons sans réserve par notre politique étrangère, par nos actions de coopération et par le renforcement de nos moyens de défense.

Mais cette indépendance serait illusoire si elle ne reposait sur une puissance économique forte et dynamique, et c'est là le deuxième effort que nous avons à faire. Rien n'est plus nécessaire que de construire une économie plus moderne, plus souple, plus ouverte sur l'extérieur, moins entravée par des rigidités étatiques, plus imaginative et qui sache créer suffisamment d'emplois pour extirper de notre société le fléau du chômage.

Il faut que nous ayons conscience que, par-delà les échéances électorales, l'essentiel est pour nous de préparer la France aux grands affrontements de demain. Les affrontements se dérouleront d'abord à l'intérieur de l'Europe. C'est à la fin de 1992 que naîtra le grand marché intérieur de 320 millions d'habitants. Ce marché sera libre de toute entrave ; ses règles seront harmonisées et nous serons, sans plus aucune protection, en compétition directe avec nos voisins. Ce défi, qui est aussi une grande chance, il n'est pas trop tôt pour nous y préparer.

Dans cet esprit, l'essentiel c'est aussi que la jeunesse soit préparée à assumer les responsabilités de la gestion de notre pays et à consolider les fondements mêmes de notre société, et qu'elle fasse sienne cette nouvelle et grande ambition.

Rien ne serait plus grave que de donner à nos enfants le sentiment que nous ne savons pas préparer leur avenir, que nous ne savons pas prendre en compte leurs préoccupations. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste.*) C'est pourquoi j'attache une importance toute particulière aux problèmes d'éducation et de formation : formation dans l'école, formation aux disciplines de la sensibilité par le développement des enseignements artistiques qui sous-tendent tout progrès culturel ; formation dans l'université ; formation dans l'entreprise, qui ont pour objet de donner à la jeunesse les moyens d'assumer son avenir. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) C'est pourquoi aussi notre société doit être plus ouverte, plus tolérante, plus accueillante et plus humaine. Elle doit tenir compte du malaise des générations nouvelles qu'inquiète l'avenir et qui ne se reconnaissent pas toujours dans les valeurs sur lesquelles nous vivons encore.

M. Louis Mexandeau. C'est mauvais !

M. le Premier ministre. Ce n'est certes pas au Gouvernement de résoudre seul ces problèmes.

Mais c'est au Gouvernement - et c'est là notre troisième effort - de faire en sorte que se développe dans notre société un nouveau type de relations.

Les Français souhaitent agir sur leur destin ; plutôt que de le subir, ils veulent participer, ils veulent être responsables. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur quelques bancs du groupe U.D.F.*)

Cela n'appelle pas la démission de l'Etat, cela suppose un renouveau du dialogue social. Tel est l'enjeu désormais de la politique contractuelle.

Comment nier que celle-ci rencontre depuis quelques années, en dépit des efforts des partenaires sociaux, de grandes difficultés à s'épanouir ? A cela bien des motifs, liés aux habitudes des temps de croissance et d'inflation.

Nous avons eu aussi pour tradition de négocier de manière centralisée, sous l'impulsion tutélaire de l'Etat, plutôt que de rechercher des accords plus près des salariés, au niveau des branches, au niveau des entreprises.

Ces habitudes doivent évoluer. A l'Etat le soin de définir les principes, chaque fois que de besoin ; à lui de prendre ses responsabilités quand il faut intervenir sur un plan législatif ou réglementaire.

Aux partenaires sociaux, dans l'entreprise, dans la branche, et quand il le faut sur le plan national, le soin d'organiser les relations sociales par la négociation.

Ce n'est pas parce qu'il y a des difficultés économiques qu'il ne doit pas y avoir de négociation possible.

Qui ne comprend l'importance de sujets aussi essentiels que les conditions de travail, la formation professionnelle, la promotion et la qualification, les mutations technologiques ?

Autant de possibilités nouvelles pour les relations contractuelles, autant d'occasions de mieux prendre en compte les aspirations des salariés, leur volonté de concilier progrès économique et progrès social, leur capacité d'innovation et de participation.

C'est là toute notre démarche. Nous voulons une société plus contractuelle : d'où l'action conduite pour lever les rigidités législatives et réglementaires, pour laisser de nouveaux espaces d'initiative, pour développer plus de souplesse dans les relations sociales, bref, pour renforcer le rôle des partenaires sociaux et de tous ceux qui doivent être les acteurs du changement.

Plus de responsabilité, plus de participation, plus d'information, plus de dialogue, voilà les objectifs qu'il nous faut atteindre.

M. Gérard Collomb. Et l'agriculture ?

M. le Premier ministre. Une nation indépendante, économiquement forte, socialement solidaire, toutes ces ambitions, la France doit les accomplir au sein d'une Europe unie et déterminée.

Mais là aussi, il ne faut pas se bercer d'illusions.

L'Europe n'existera pas si elle n'est qu'une affaire de fonctionnaires et de marchands. Comme ce fut le cas pour nos nations, forgées par l'histoire, l'Europe ne s'affirmera que si elle parvient à créer une nouvelle culture et à prendre en main sa propre défense.

Au moment où les deux plus grandes puissances donnent à leur dialogue stratégique une ampleur qu'il n'avait pas connue depuis longtemps, il est urgent que les Européens fassent entendre leur voix et assument ensemble toutes leurs responsabilités. A cet effet, j'ai pris l'initiative de proposer au seul forum européen compétent dans ce domaine - l'Union de l'Europe occidentale - une tâche maîtresse : sensibiliser les opinions publiques aux exigences de la sécurité et consacrer ces dernières dans une « charte » solennelle. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Dans le même esprit, il convient de développer l'action et les initiatives du Conseil de l'Europe pour affirmer sans cesse davantage la vocation de nos peuples à la défense des droits de l'homme.

Notre pays doit assumer un rôle d'entraînement pour la réalisation de ce grand dessein. Voilà une autre ambition sur laquelle les Français doivent se rassembler.

L'action que je mène depuis un an avec mon gouvernement et avec le soutien de la majorité, s'inscrit ainsi, mesdames, messieurs les députés, dans la durée et dans une vision à long terme de notre société et de l'avenir de notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Gérard Collomb. Et l'agriculture ?

M. le Premier ministre. La Ve République a donné à la France des institutions qui lui épargnent les coalitions éphémères et les programmes de circonstance.

Nous avons besoin de patience. Nous devons refuser les solutions de facilité.

Nous avons besoin de temps pour que notre économie retrouve un dynamisme suffisant pour recréer des emplois. (*Interruptions sur les bancs du groupe socialiste.*)

Nous avons besoin de temps pour contrarier l'évolution séculaire de notre pays où l'Etat s'insérerait dans tous les domaines de notre vie quotidienne, au détriment des grandes tâches de souveraineté, de justice et de sécurité qui doivent être les siennes.

Nous avons besoin de temps pour inventer de nouvelles formules de dialogue avec les partenaires sociaux, avec les jeunes, avec les associations.

Nous avons besoin de temps pour construire une Europe qui puisse tenir son rang dans le monde et affirmer, unie et ouverte sur l'extérieur, son indépendance, sa puissance et son dynamisme économique.

Certes, je le sais, mesdames et messieurs les députés, et nous le savons tous, la situation politique dans notre pays risque d'être dominée, dans l'année qui vient, par la perspective de la prochaine élection présidentielle. (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste.*) A cette occasion, il y aura, comme il est légitime dans une démocratie, un grand débat national sur le meilleur moyen de préparer notre pays à la grande échéance de 1992.

Car, que personne n'en doute, tel est le véritable enjeu : nos entreprises seront-elles prêtes dans moins de cinq ans à affronter à armes égales les entreprises des pays qui sont nos partenaires dans la Communauté ? Saurons-nous à temps prendre les innombrables mesures économiques, sociales, fiscales, douanières, juridiques, bancaires...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Agricoles !

M. le Premier ministre. ... nous permettant d'entrer avec toutes nos chances dans ce grand marché de trois cent vingt millions d'habitants ? La France saura-t-elle, comme elle le fit dans les premières années du Marché commun, relever le gant ? La France saura-t-elle être, comme elle le fut longtemps sous la Ve République, le pays à la croissance la plus rapide, aux investissements les plus forts en Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R.*)

La France saura-t-elle redevenir en Europe le pays qui montre la voie aux autres parce que son économie s'est redressée, parce que sa société s'est rassemblée ?

Je le dis à la majorité...

M. Henri Emmanuelli. Laquelle ?

M. le Premier ministre. ... qui soutient avec constance et courage (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste*) l'effort difficile du Gouvernement : voilà l'ambition qui doit être désormais la nôtre.

Au regard de cette ambition, l'échéance de 1988, aussi importante qu'elle soit, doit avoir pour seul objet de répondre à la question suivante : comment nous préparer, dans les meilleures conditions, à entrer de plain-pied dans le grand marché intérieur de l'Europe unie, en un mot, comment devenir, et nous le pouvons, la première puissance économique en Europe ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*)

Permettez-moi de vous dire que pour cela, ce qui compte d'abord et avant tout, c'est que les responsables politiques évitent, dans l'année qui vient, les discussions stériles, les polémiques excessives (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste*), évitent de troubler le pays par des débats qui, finalement, importent peu pour son avenir. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Notre pays a besoin de continuité. Nous avons commencé notre œuvre, nous devons la poursuivre, et la poursuivre dans un climat de sérénité et de confiance. (*Nouvelles exclamations et rires sur les mêmes bancs.*)

Rien ne doit être fait qui suscite l'inquiétude de nos concitoyens. Rien ne doit être fait qui conduise le débat politique, pour essentiel qu'il soit, à perturber l'indispensable redressement économique et le rassemblement social.

Pour cela j'ai, moi aussi, besoin de votre confiance. Mais il y a confiance et confiance. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Elle peut être résignée, passive, peu enthousiaste et peu décidée. Elle peut être aussi, et c'est celle qui est indispensable à l'ensemble du Gouvernement, active, dynamique et convaincue.

La démocratie ne s'accommode pas d'ambiguïtés. Nos compatriotes ont le droit d'exiger de tous ceux qui les représentent la clarté.

De quoi s'agit-il ? Une majorité a été désignée le 16 mars 1986 pour gouverner et pour mener une certaine politique. Grâce à son soutien, pour lequel je tiens à lui témoigner mes sentiments d'estime et de reconnaissance, le Gouvernement met en œuvre une politique de redressement économique, de liberté, de démocratie, de sécurité et de solidarité.

M. François Grussenmeyer. Très bien !

M. le Premier ministre. Certes, et c'est naturel, il s'élève des voix pour critiquer tel ou tel aspect de cette politique nouvelle (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste*) ou pour regretter qu'elle ne puisse encore produire tous les résultats attendus. (*Ah ! sur les mêmes bancs.*)

Il ne s'agit pas de dénier à qui que ce soit le droit de critique ou de proposition. Nous avons toujours intérêt à accueillir les suggestions des parlementaires, comme du reste celles des diverses organisations...

M. Michel Delabarre. Mais ?

M. le Premier ministre. ... et de l'ensemble des citoyens.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Mais ?

M. le Premier ministre. Mais ces critiques ou ces propositions ne doivent pas remettre en cause l'essentiel, c'est-à-dire l'action de renouveau et de redressement que nous avons engagée et que nous entendons poursuivre dans l'avenir.

Le vote de confiance que je vous demande doit intervenir en toute clarté : il doit signifier, aux yeux des Français, que chacun de celles ou de ceux qui apporteront leur soutien au Gouvernement, approuve la politique menée depuis un an, accepte le programme que j'ai fixé pour les prochains mois et adhère aux grandes orientations que je viens d'exposer. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste.*)

Oui, la confiance que je vous demande, c'est bien cela, l'engagement de défendre la politique menée depuis un an, de défendre la politique que nous allons mener ensemble dans l'année qui vient. Comment d'ailleurs ne pas le faire dès lors que l'on apporte au Gouvernement un soutien actif et décidé ?

Mais cette confiance, mesdames et messieurs les députés, veut dire aussi autre chose. A mes yeux, elle veut dire que la majorité doit demeurer solidaire pour préparer dans les conditions de dignité, de responsabilité et d'union la plus large possible, l'échéance électorale de 1988. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Gérard Collomb. Nous y voilà !

M. le Premier ministre. Cela suppose que nous tournions nos yeux vers l'avenir et que, forts de ce que nous aurons fait ensemble pendant deux ans, nous sachions entraîner à nouveau le pays derrière nous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*)

Pour ma part, je suis persuadé que l'enjeu du grand débat de 1988 - et je ne doute pas que nous gagnerons - sera celui-ci : soit rebrousser chemin, remettre en cause ce qui aura été fait pendant deux ans et finalement compromettre les chances de la France qui doit impérativement s'adapter au monde qui l'entoure ; soit, prenant acte de ce qui aura été fait pendant deux ans, poursuivre dans la même voie, la voie de l'assainissement, la voie de la liberté, la voie de la solidarité, la seule voie qui permette à la France d'être elle-même et de gagner demain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.*)

A chacun d'apprécier en conscience si, partageant ou non cette façon de voir, il décide ou non de voter la confiance. Car c'est d'un nouveau contrat entre nous qu'il s'agit : poursuivre le redressement et maintenir l'union, voilà les deux termes de ce contrat.

Si vous pensez que c'est bien ce contrat-là que nous devons conclure, alors, j'en suis certain, nous franchirons ensemble l'étape de 1988 (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*) et votre assemblée, qui a été élue pour cinq ans, pourra continuer sa tâche de redressement au service de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. - Vives exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Louis Mexandeau. Recalé !

M. le Premier ministre. Je suis certain, mesdames et messieurs les députés, de pouvoir compter sur le soutien de la majorité. Je suis certain qu'elle confirmera le choix qu'elle a fait il y a un an. Je suis certain qu'elle décidera de poursuivre pendant une nouvelle année l'action dans laquelle elle s'est engagée. J'attends avec confiance votre décision. (*Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe du R.P.R., dont les députés se sont levés ; applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.*)

De nombreux députés du groupe socialiste. Allons, debout ! Debout !

M. le président. Je vais maintenant donner la parole aux cinq orateurs désignés par les groupes dont les interventions seront télévisées en direct.

Il a été prévu trente minutes pour chacun. Je leur demande de bien vouloir respecter ce temps de parole afin que je n'aie pas à le leur rappeler.

La parole est à M. Laurent Fabius, premier orateur inscrit. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Cris divers sur plusieurs bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, étrange débat que celui-ci ! Vous demandez à notre assemblée de vous voter la confiance.

M. Pierre Weisenhorn. C'est normal !

M. Laurent Fabius. Vous allez, sauf surprise, l'obtenir.

M. Charles Ehrmann. Et alors ?

M. Laurent Fabius. Et cependant, jamais sans doute depuis votre accession au gouvernement la confiance ne vous aura autant manqué.

M. Charles Ehrmann. On verra tout à l'heure !

M. Laurent Fabius. Au plan parlementaire d'abord, puisque aux voix de la gauche qui ne votera pas pour vous (*Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) s'ajoutera l'opinion réelle de certains députés conservateurs qui s'apprêtent à voter pour vous mais qui n'ont pas confiance en vous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Charles Ehrmann. Madame Soleil !

M. Laurent Fabius. Dans le pays, je ne crois pas non plus que cette confiance soit présente. Plusieurs élections partielles marquent un recul de votre part (*Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*), même si - je le reconnais volontiers - il n'est pas aussi étendu qu'on pourrait l'attendre.

Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Ah !

M. Laurent Fabius. Les sondages vont et viennent, mais ils ne sont pas favorables à votre politique.

M. Robert-André Vivien. C'est un démarrage difficile, monsieur Fabius ! Vous avez du mal à décoller !

M. Laurent Fabius. Comment résumer tout cela ? Il y a de la déception chez beaucoup...

M. Robert-André Vivien. Vous n'êtes pas à l'aise ! Vous avez mauvais conscience !

M. Laurent Fabius. ... de la résignation chez certains, de la colère même parfois, en tout cas pas d'adhésion profonde.

Alors, pourquoi ce débat ?

Vous n'y étiez pas juridiquement pas contraint. La confiance, vous l'aviez obtenue de la majorité de cette assemblée il y a un an, sur un programme pour deux années. Que s'est-il donc passé depuis qui vous pousse à la demander à nouveau ?

Vous avez, monsieur le Premier ministre, répondu vous-même à cette question le 29 janvier dernier lorsque, dans une conférence de presse, interrogé sur ce point, vous déclariez avec franchise : « Je ne pense pas avoir à demander un vote de confiance à l'Assemblée : je n'ai pas l'impression que j'aie besoin d'être légitimé au sein de mon gouvernement et de ma majorité. »

Depuis, vous avez changé d'avis sur l'opportunité de ce débat.

Mais sa raison d'être est restée la même : vous avez besoin d'être à nouveau légitimé au sein de votre gouvernement et de votre majorité. Car vos résultats sont médiocres. (*Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) Certains parlementaires de votre majorité et même certains ministres grognent ; votre principal rival conservateur attend votre échec avec gourmandise (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) et l'élection présidentielle approche. Si ceux qui grognent dans la majorité votent contre vous, ils se démasquent. S'ils votent pour vous, ils sont « coincés ». Mais pas plus que le vote de l'an dernier, cela ne changera rien au fond des choses. Oui, comme vous l'avez fort bien dit, il y a confiance et confiance et vous n'êtes probablement pas dupe.

Ce que vous demandez, au fond, ce n'est pas la confiance que vous n'espérez pas vraiment, ce que vous demandez à la majorité, c'est un vote de complicité provisoire, uniquement cela. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

La méfiance s'explique pour beaucoup, je le crois, monsieur le Premier ministre - et je commencerai par là - par votre bilan économique.

M. Jacques Toubon. Oh !

M. Laurent Fabius. « Vivement demain », proclamiez-vous dans votre campagne électorale et vous aviez effectivement des atouts.

D'abord, quoi que vous en disiez, la situation en mars 1986. L'inflation était ramenée de 13,6 p. 100 en 1980 à un rythme annuel de 3 p. 100. La modernisation était engagée dans de nombreux secteurs. Un effort considérable de formation et de recherche scientifique était entrepris. Et, pour votre première année de gouvernement, vous disposiez d'un bonus pétrolier de près de 100 milliards de francs, alléguant d'autant notre facture pétrolière.

M. Jacques Toubon. Que votre magnifique ministre Bérégovoy a mangé par sa relance !

M. Laurent Fabius. Cependant, comme je le disais il y a un instant, un an plus tard, vos résultats sont médiocres. (*Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Jacques Toubon. Vous prépariez ainsi les élections et vous les avez perdues !

M. Laurant Fabius. Le pays, et cela ne peut être contesté par personne, compte plus de 200 000 chômeurs supplémentaires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*) L'inflation sera plus élevée en 1987 qu'en 1986.

M. Gérard Chassaiguat. Qu'en savez-vous ?

M. Laurant Fabius. Les échanges industriels civils sont déficitaires contre plus de 50 milliards d'excédents l'année d'avant.

Plusieurs députés du groupe U.D.F. N'importe quoi !

M. Laurent Fabius. L'évolution de l'investissement industriel est moins favorable en 1986 qu'en 1985...

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. C'est faux !

M. Laurant Fabius. ... et les nouvelles prévisions pour l'année en cours sont décevantes. Les taux d'intérêt réels sont plus dissuasifs qu'auparavant. La valeur du franc a baissé non seulement par rapport au deutschemark, mais aussi par rapport au franc belge, à la lire italienne et à la couronne danoise.

Quant aux déficits publics, si on additionne ceux de l'Etat et de la Sécurité sociale, contrairement à vos affirmations, ils ont tendance à augmenter. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Mesdames et messieurs les députés de la majorité, ce n'est pas parce que ces affirmations vous gênent qu'il faut les contester ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. le président. Chacun son tour ! Ecoutons l'orateur ! Les contreparties viendront !

M. Jacques Toubon. Justement ! Chacun son tour ! Les députés socialistes se sont conduits comme des voyous !

M. Robert-André Vivian. Ce n'est pas un orateur, c'est un camelot !

M. le président. Pas d'attaques personnelles !

M. Robert-André Vivian. Mais ce que dit M. Fabius est faux !

Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Echech ! Echech ! Echech !

M. Jacques Toubon. Il parle non pas comme un ancien Premier ministre, mais comme un secrétaire national du parti socialiste ! Beau destin !

M. Robert-André Vivian. Quelle déchéance ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Monsieur Toubon, voulez-vous vous taire !

Dans ce débat, il y a des inscrits de part et d'autre. C'est à eux de s'exprimer et à personne d'autre.

Monsieur Fabius, continuez !

M. Laurent Fabius. Sur le plan social aussi, la plupart des indicateurs sont au rouge. Les situations de détresse s'accumulent. Vous avez négligé le dialogue social, laissant passer - fait sans précédent - presque un an avant de recevoir officiellement pour une discussion approfondie les syndicats à Matignon.

Refus de dialogue toujours : vous n'avez pas voulu écouter les centaines de milliers de jeunes qui, en décembre dernier, demandaient le retrait de votre projet universitaire pour finalement, après de graves événements, devoir céder.

M. Charles Ehrmann. Et en 1984 ?

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, les étudiants et les lycéens apprécieront certainement que, comme vous venez de le déclarer dans votre discours, vous continuez à trouver excellent votre projet de loi universitaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Vous n'avez pas su non plus nouer le dialogue avec les représentants des cheminots. Vous proposez maintenant des états généraux sur la sécurité sociale. Mais, au-delà de la réalité des problèmes, il semble s'agir surtout pour vous de gagner du temps avant les élections.

Quand vous en appelez enfin, dans les mots, au dialogue social, vous déposez dans les faits devant notre assemblée un projet de loi sur l'aménagement du travail en refusant de le

négoier avec les syndicats. Les Français, monsieur le Premier ministre, ont conscience de la nécessité des efforts. Encore faut-il que le dialogue existe et que les efforts soient équitablement répartis.

M. Jean-Jack Sallès. Rocard est meilleur ! (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. Laurent Fabius. Or c'est exactement l'inverse. Les grands gagnants sous votre gouvernement sont incontestablement les privilégiés. Il y a moins d'impôts sur les très hauts revenus, il n'y a plus d'impôts sur les grandes fortunes et il y a moins de lutte contre la fraude fiscale. (*Exclamations sur les bancs du groupe du R.P.R.*)

Les perdants sont les classes moyennes et modestes, notamment les salariés et les retraités. Vous avez décidé de comprimer le pouvoir d'achat et les pensions, vous laissez augmenter les loyers et certains prix, vous augmentez les cotisations sociales, vous diminuez les remboursements de soins. (*Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

D'une façon plus générale, au lieu de rassembler, vous avez décidé d'exclure. Exclure certains jeunes...

M. Jean-Jack Sallès. Exclure Hernu !

M. Laurent Fabius. ...quand votre projet original de code de la nationalité a pour but de fabriquer des apatrides et non des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Exclure, par vos tentatives de censure qui montrent, au-delà de la nécessaire fermeté contre la violence, que vous ne comprenez guère l'évolution de notre société.

Un député du groupe U.D.F. Knobelspiess !

M. Laurent Fabius. Exclure, enfin, les toxicomanes, que vous voulez - au rebours de tout ce qu'apprend l'expérience - envoyer systématiquement en prison. (*Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Le dialogue social, quel que soit le terrain sur lequel il devrait s'exercer, est défaillant ; la justice sociale est en panne. Bref, pour reprendre une de vos expressions...

M. Charles Ehrmann. C'est l'apocalypse !

M. Laurent Fabius. ... en un mot, comme en cent, monsieur le Premier ministre, les Français ne veulent plus de votre politique ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que votre bilan soit ressenti négativement.

M. Didier Chouat. Très bien !

M. Laurent Fabius. Vous le savez d'ailleurs fort bien, et pour essayer de réagir, vous avancez deux justifications : c'est l'héritage et c'est le temps. Vous voulez expliquer par l'héritage l'augmentation du chômage.

M. Arthur Dehaine. Ce n'est pas un héritage, c'est une ardoise !

M. Laurent Fabius. La réalité est toute différente. Il est exact que, de 1981 à 1985, il y a eu des pertes d'emplois en France (*Ah ! sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) Attendez la suite ! C'est d'abord que des restructurations ont dû être opérées, parce qu'elles ne l'avaient pas été avant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Encore faut-il remarquer que, contrairement à ce que vous ne cessez de dire, ces pertes d'emplois de 1981 à 1985 ont été constamment inférieures à ce qu'elles furent pendant la même période à l'étranger.

M. René Drouin. Exact !

M. Laurent Fabius. De plus, et chacun peut le vérifier, c'est à la fin de 1985, et non plus tard, que des créations nettes d'emplois ont commencé d'intervenir.

Enfin, lorsque, comme vous ne cessez de le faire, vous citez des chiffres récents, vous incluez dans les créations d'emplois ce qu'on appelle les S.I.V.P., qui ne sont malheureusement que des stages de formation. Otez ces stages : nous continuerons à perdre des emplois. Bref, sur le terrain de l'emploi, votre argument de l'héritage ne vaut strictement rien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

A mi-chemin entre l'héritage et le temps, vous incriminez la conjoncture mondiale.

M. Jean-Jack Sàiles. Même Mauroy est moins mauvais !

M. Laurent Fabius. Effectivement, elle s'est ralentie dans plusieurs pays. Mais vous semblez oublier, s'agissant de l'environnement international, que vous avez bénéficié en 1986 de circonstances, elles, extraordinairement favorables. Qu'en avez-vous fait, monsieur le Premier ministre, dans l'intérêt non pas de telle ou telle catégorie particulière, mais dans l'intérêt de notre pays ? Voilà une réponse qu'il aurait été intéressant d'écouter.

M. René Drouin. Exact !

M. Laurent Fabius. Votre autre argument - et vous y êtes revenu tout à l'heure - c'est l'argument tiré du temps. Vous n'auriez jusqu'ici pas eu suffisamment de temps. Et, effectivement, nous savons tous que, dans de nombreux domaines, l'action gouvernementale demande de la durée. Mais le temps n'est utile que si l'action va dans la bonne direction.

A cet égard, je veux dire mon inquiétude sur plusieurs points, et d'abord sur la Nouvelle-Calédonie.

En Nouvelle-Calédonie, où la situation est fort difficile, nous étions parvenus, après de graves incidents, à établir le calme et à installer le dialogue.

Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Pisani ! Pisani !

M. Robert-André Vivien. Allez le dire là-bas !

M. Laurent Fabius. Votre référendum à contretemps, sa formulation même, les mesures que vous avez prises pour diminuer l'autorité des régions...

M. Robert Wagner. Ce n'est pas vrai !

M. Laurent Fabius. ... nous craignons vivement que tout cela ne relance sur place la tension.

M. Pierre Weisenhorn. Et l'autorité de l'Etat ?

M. Laurent Fabius. Cette analyse est d'ailleurs partagée en silence par certains membres de la majorité.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Eh oui !

M. Laurent Fabius. Sur un tout autre terrain - la recherche scientifique - vous auriez dû continuer l'effort que nous avons mené dans ce domaine essentiel. (*Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Au lieu de quoi la première année de votre budget est marquée par une amputation grave. La recherche recule avec le temps, tout comme la stratégie industrielle.

Un autre exemple spectaculaire, que vous avez omis de citer, est celui de l'agriculture.

Voilà des centaines de milliers d'hommes et de femmes qui avaient espéré en vous, auxquels vous aviez promis de grandes choses et qui constatent qu'avec vous plus le temps passe et plus les difficultés augmentent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

L'ancien président d'un grand syndicat devient ministre de l'agriculture. Il multiplie les déclarations. On va le voir à la tâche !

Un député du groupe socialistes. Il n'est pas là !

M. Laurent Fabius. Eh bien, on le voit ! Tristement ! « La France, disait-il en prenant ses fonctions, désormais ne plierait plus le dos. » Or, vous multipliez les concessions ! (*Vives protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

On limite les conditions d'intervention pour le lait, les céréales, la viande bovine. On aggrave sensiblement les quotas laitiers. On augmente les montants compensatoires, qui étaient, disait-il, « un mal absolu. » Voici que ces montants français, inexistantes en mars 1986, sont aujourd'hui pour certains produits de huit points.

A propos de l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, vous n'aviez pas de mots assez durs. Mais dans la négociation menée ultérieurement avec les Etats-Unis d'Amérique, vous cautionnez par votre attitude un renoncement de l'Europe à ses droits. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Bref, face à des agriculteurs légitimement inquiets, en particulier les jeunes, vous n'offrez aucune perspective mobilisatrice pour l'avenir.

Dans ces conditions, faute de pouvoir présenter pour l'échéance de l'an prochain des résultats convaincants, vous essayez, selon une vieille recette, de reculer l'horizon du bilan. Vous choisissez 1992, date de l'ouverture du grand marché intérieur européen, et c'est une date effectivement essentielle. Mais il ne suffit pas d'en souligner l'importance. Si nous ne voulons pas offrir ce grand marché intérieur aux producteurs américains et japonais, nous devons mettre à profit le temps pour développer une politique commerciale européenne et pour faire jouer la préférence communautaire. Or vous ne proposez aucune mesure précise pour favoriser cette évolution.

M. Robert-André Vivien. Et vous, monsieur Fabius, qu'avez-vous fait ? Rien ! C'est scandaleux !

M. Laurent Fabius. Oui, monsieur le Premier ministre, le temps est un élément décisif, à condition qu'il ne soit pas une excuse électorale, mais un outil réel pour l'action. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jacques Toubon. Vous avez préféré le parapluie !

M. Laurent Fabius. De toute façon, ni l'héritage ni le manque de temps ne justifient une autre raison majeure du manque de confiance à votre égard, et je veux parler de vos méthodes de gouvernement.

M. Jacques Toubon. Ecoutez le prof !

M. Laurent Fabius. Vous affichez des intentions fermes dans l'affaire Ibrahim Abdallah et vous avez pleinement raison ; mais le représentant de votre ministre de la justice demande publiquement la clémence.

M. Jacques Toubon. Et qui a libéré Nathalie Ménigon ?

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Et Knobelspiess ?

M. Laurent Fabius. Vous exposez à un journaliste israélien que la vente d'une centrale nucléaire française pour l'Irak n'était pas de votre fait ; mais vous démentez aussitôt.

M. Jacques Toubon. Impudent !

M. Laurent Fabius. Vous donnez une longue interview à un journal américain ; mais vous démentez à nouveau.

Vous souhaitez publiquement qu'on différencie davantage armement tactique et armes stratégiques ; puis vous revenez à une conception plus conforme à la traditionnelle doctrine française et à celle du président de la République.

Bref, vous inaugurez une nouvelle méthode de Gouvernement : gouverner, avec vous, ce n'est plus prévoir, c'est contredire et démentir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Vos contradictions de propos se doublent de contradictions d'actions.

M. Robert-André Vivien. De la part du porteur de parapluie, ce n'est pas mal !

M. Laurent Fabius. Vous décidez, il y a quelques jours, d'injecter dans l'économie plusieurs milliards de francs supplémentaires issus des recettes de privatisation.

Mais, par une étrange conception de la cohérence, vous décidez dans le même temps une économie budgétaire de 7,5 milliards de francs. Vous décidez de dévaluer pour permettre une baisse des taux d'intérêt ; mais, avec votre deuxième dévaluation, les taux d'intérêt augmentent. Vous supprimez l'autorisation administrative de licenciement pour encourager, disiez-vous, l'emploi, mais cette autorisation supprimée, on licencie davantage.

A tout cela vous ajoutez les contradictions entre vos ministres et vous-mêmes.

Un député du groupe du R.P.R. Comment va Hernu ?

Monsieur Laurent Fabius. Le ministre de la justice et celui de la santé polémiqument à propos de la toxicomanie, mais vous, vous n'avez rien entendu. Le ministre de la culture qualifie le comportement du ministre de l'intérieur « d'erreur politique », mais vous, vous n'avez rien entendu.

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Et Joxe et Hemu ?

M. Laurent Fabius. Le ministre de la défense qualifie votre position sur les déclarations de M. Gorbatchev de « nouveau Munich », mais vous vous n'avez rien entendu. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. le président. Messieurs, je vous en prie !

Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Greenpeace ! Greenpeace !

M. Jacques Toubon. Vous avez préféré faire porter le chapeau à votre ministre de la défense, monsieur Fabius !

M. Laurent Fabius. Vous êtes un Premier ministre qui n'entend jamais rien ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

Seul, comme un modeste Sisyphe, essayant de rouler un rocher qui retombe sur lui, le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, lui, entend tout : il entend, il proteste, puis il se tait. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

Vous semblez d'ailleurs encourager ces comportements contradictoires par vos arbitrages surprenants. Le ministre de l'équipement met en doute, avec raison, votre attitude en Nouvelle-Calédonie : il aura 200 kilomètres de plus d'autoroutes ! *(Rires sur les bancs du groupe socialiste.)*

Le ministre de la communication - qui est en train de lire son dossier - critique, avec raison, votre politique d'ordre moral : il récupère une chaîne musicale ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jacques Dominati. Grottesque !

M. Laurent Fabius. Monsieur le Premier ministre, vous êtes un homme politique expérimenté.

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Plus que vous !

M. Laurent Fabius. Vous avez été par deux fois Premier ministre !

M. Jacques Toubon. Mais pour vous c'est terminé !

M. Laurent Fabius. Vous dirigez un parti politique important. Mais avec toutes ces contradictions, ces volte-face, ces démentis, une question simple vient à l'esprit de tous : M. Chirac, que pensez-vous vraiment ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jacques Toubon. C'est vrai que Rocard est bien meilleur.

M. Robert-André Vivien. Ah oui ! Rocard est meilleur.

M. Laurent Fabius. Voilà pourquoi, sans doute, plus la situation vous est défavorable, plus vous faites pression sur les médias.

Quand je dis « vous », je dois préciser mon propos. Ce n'est évidemment pas vous-même qui décidez, mais la C.N.C.L. Seulement, par un hasard extraordinaire, cet organe a une conception si particulière de son indépendance que sans que vous lui donniez d'indication, elle nomme des amis de votre parti à la tête de la totalité des chaînes disponibles. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)* Puissent les professionnels de l'audiovisuel résister à votre volonté de mainmise et la création française ne pas y être ensevelie.

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Mauvais ! Mauvais !

M. Robert-André Vivien et M. Jacques Toubon. Même Poperen est meilleur !

M. Laurent Fabius. Le manque de confiance à votre égard s'explique par trois reproches fondamentaux que vous ne pourrez pas esquiver.

Un député du groupe du R.P.R. Plus je vous entends, plus j'aime Rocard !

M. Laurent Fabius. D'abord, la question du chômage. Comprendons-nous bien : je ne vous soupçonne pas de ne pas faire votre possible pour encourager les entreprises et souhaiter la croissance. Vous la souhaitez certainement, mais vous donnez le sentiment de baisser les bras.

M. Jacques Toubon. S'il n'a pas de talent, M. Mauroy, lui, a au moins du cœur !

M. Robert-André Vivien. C'est vrai !

M. Laurent Fabius. Monsieur Toubon, monsieur Vivien *(Exclamations sur les bancs du groupe du R.P.R.)*, si vos interruptions incessantes *(Rocard ! Rocard ! sur de nombreux bancs du groupe du R.P.R.)* sont faites à la demande de M. le Premier ministre, je vous demande de le préciser. Sinon, je vous demande de vous taire ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Vives protestations sur les bancs des groupes R.P.R. et U.D.F.)*

M. Arthur Dehaine. Facho !

Plusieurs députés du groupe du R.P.R. Roquet !

M. Jacques Toubon. Fabius, baissez d'un ton !

M. Arthur Dehaine. Facho !

M. le président. Mes chers collègues, par vos interruptions, vous prolongez le temps de parole de l'orateur. Poursuivez, monsieur Fabius !

M. Laurent Fabius. Il serait effectivement préférable de ne pas trop m'interrompre !

D'abord, le chômage.

Comprendons-nous bien. Je ne vous soupçonne pas, monsieur le Premier ministre, de ne pas faire votre possible pour encourager les entreprises ou pour souhaiter la croissance.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Laurent Fabius. Mais vous donnez le sentiment de baisser les bras.

M. Jacques Toubon. Et vous alors ? Vous vous contentez de lever le poing !

M. Laurent Fabius. Tantôt vous apparaissez comme résigné à l'aggravation du chômage, tantôt vous prenez des mesures qui par elles-mêmes l'aggravent, tantôt vous agissez comme si la croissance seule, la compétitivité seule, pouvait assurer l'emploi. Nous sommes en désaccord sur tout cela.

Votre plan en faveur de l'emploi des jeunes se révèle, à l'expérience, surtout un plan de transfert du chômage vers les adultes, en particulier vers les femmes.

Votre abrogation de l'autorisation administrative de licenciement se solde, selon les analyses de l'I.N.S.E.E., par 5 000 licenciements supplémentaires par mois. *(Exclamations sur les bancs du groupe du R.P.R.)* La suppression des pôles de conversion, l'affaiblissement des missions locales pour l'emploi, l'abandon de l'aménagement du territoire et de la politique industrielle sont autant de renoncements.

M. Henri Emmanuelli. C'est vrai !

M. Laurent Fabius. La croissance, pour essentielle qu'elle soit, ne sera pas suffisante. Nous devons à la fois encourager la croissance et l'aménagement et la réduction de la durée du travail, développer les emplois traditionnels et les activités d'utilité collective, ...

Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Il fallait le faire avant !

M. Laurent Fabius. ... engager des initiatives françaises et miser sur la coopération européenne, et développer la formation. Or ces actions-là, qui sont les pistes du futur, vous les négligez, favorisant la précarité plus que la solidarité et plutôt l'économie spéculative que l'économie productive. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

Une autre raison profonde du manque de confiance, c'est, je crois, l'injustice.

Vous vous félicitez - vous l'avez fait encore tout à l'heure - des privatisations. Mais vous oubliez que le nombre des acquéreurs porte surtout témoignage de la bonne santé des entreprises autrefois nationales et des avantages financiers que vous leur avez consentis.

M. Jacques Toubon. C'est ça ! Vous les avez nationalisées pour qu'on puisse les privatiser !

M. Laurent Fabius. Comment justifier que la privatisation de Paribas réduise à quatre par personne les attributions possibles d'actions alors que les attributions préférentielles décidées par vous-même pour les gros actionnaires ne subsistent, elles, aucune réduction ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. René Drouin. C'est un scandale !

M. Laurent Fabius. Comment expliquer que, dans la plupart de vos mesures fiscales, l'injustice soit présente ?

M. Jacques Toubon. Vous êtes incompétent ! Rocard est tout de même plus compétent !

M. Laurent Fabius. A moins de comprendre - et c'est, je crois, votre conception profonde (*Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. brandissent un carton rouge en criant « carton rouge ! »*) - que l'inégalité sociale serait indispensable pour entraîner le dynamisme économique. Alors que, au contraire, dans le monde de demain, les nations qui l'emporteront seront celles qui sauront rassembler leur peuple autour d'un projet commun, vous pratiquez une politique injuste. Et, à ce titre, vous vous interdisez de rassembler. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. Michel Vuibert. Ce n'est pas bon ! Deux cartons rouges !

M. Laurent Fabius. Enfin, à quelques exceptions près, vous ne préparez pas le futur. L'avenir n'est pas seulement un échelonnement d'échéances électorales mais la réponse à des questions de fond. Vous avez certes eu raison de poursuivre l'effort que nous avons entrepris pour la défense.

Dans des domaines différents, il y a eu des actions significatives. Mais quel projet précis avez-vous pour l'éducation, sinon de tailler des croupières aux syndicats, puis de vous taire en attendant les élections ? Quelle ambition avez-vous pour les services publics, sinon de préparer leur privatisation ? Quel programme pour la recherche scientifique française, domaine essentiel entre tous ? Quelle attitude à l'égard des populations immigrées, sinon le jeu des faux-semblants, la proposition d'un nouveau code de nationalité pour la partie la plus droitière de votre électorat, puis sa provisoire mise en sommeil par crainte des réactions de la jeunesse, des autorités spirituelles et religieuses, puis, à nouveau, aujourd'hui, l'incertitude ? Bref, quelle vision avez-vous de la société à venir ?

Vous vous engagez sur le futur et fixez - vous l'avez refait à nouveau - un objectif à la France : vous nous annoncez que nous pouvons en cinq ans rattraper et dépasser la République fédérale d'Allemagne.

M. Jacques Toubon. Oui ! C'est vrai !

M. Laurent Fabius. Cela flatte notre patriotisme commun.

Mais, monsieur le Premier ministre, pour rattraper l'Allemagne dans cinq ans, il faudrait, avec une croissance allemande de 2 p. 100 chaque année, que la nôtre soit de plus de 7 p. 100 par an jusqu'en 1992. Nous n'avons jamais eu un écart de cette importance depuis des décennies. L'Assemblée nationale apprécierait certainement que vous nous expliquiez par quelles méthodes vous comptez parvenir à cet objectif impossible. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jacques Toubon. Vous êtes défaitiste pour la France, monsieur Fabius. Quelle est votre ambition pour elle ? Quel est cet homme qui baisse les bras ?

M. Laurent Fabius. Quelques mots encore. (*Vives protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Monsieur le Premier ministre, malgré les interruptions qui montrent quelle intolérance règne d'un certain côté de cette assemblée (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*), je voudrais conclure sur l'idée suivante. (*Ah ! sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Vous n'êtes pas seul en cause. Qu'il s'agisse, comme vous l'espérez, d'un succès, ou, comme nous le constatons, d'un échec, c'est une responsabilité collective que partagent avec vous tous les parlementaires de la majorité. Car, même s'ils prétendent le contraire, je vous concède que ceux qui, dans votre camp, sont partisans d'un autre que vous ne proposent à peu près rien d'autre que ce que vous faites vous-même. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jacques Toubon. Et vous, que proposez-vous ? Le congrès de Lille, que proposez-vous ?

M. Laurent Fabius. Au-delà des procédures, posons la question simple : « Monsieur le Premier ministre, qui a confiance en vous ? »

De nombreux députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Nous ! Nous !

M. Laurent Fabius. Certains silences sont plus éloquentes que les protestations qui accompagnent mon discours. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

De nombreux députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. Rocard ! Rocard !

M. Laurent Fabius. Avant les élections, vous promettiez que la confiance guérirait tout. Vous l'avez perdue en chemin. Il en sera de même avec ce vote. Le jeu des arrièrepensées fera que l'arithmétique parlementaire vous sera favorable.

M. Jacques Toubon. Politicien !

M. Laurent Fabius. Mais, mesdames, messieurs de la majorité, le jour n'est pas loin où, devant le peuple, le jugement de l'arithmétique rejoindra le jugement de fond pour vous dire avec force ce que nous pensons de vous : monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs les interrupteurs, la France n'a aucune confiance en vous. (*Vifs applaudissements prolongés sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Plusieurs députés des groupes du R.P.R. et U.D.F. scandent : « Rocard ! »*.)

M. le président. Mes chers collègues, j'espère que les prochains orateurs pourront utiliser pleinement leur temps de parole, et, par conséquent, seulement ce temps.

La parole est à M. Jean-Claude Gaudin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. Jean-Claude Gaudin. Monsieur le Premier ministre, il y a un an, vous avez présenté devant cette assemblée le programme d'action du Gouvernement. Ce programme répondait aux attentes des Français, aux besoins de la France. Il mettait en œuvre les orientations générales, approuvées par le suffrage universel.

Sur la base de votre déclaration de politique générale, l'Assemblée nationale vous a accordé sa confiance. Par son vote unanime, le groupe U.D.F. vous a apporté ses voix, mais surtout son concours pour réussir le renouveau.

L'enjeu de cette législation, M. Valéry Giscard d'Estaing le définissait ici même à cette tribune, le 9 avril 1986 :

« L'enjeu de notre courte législature est clair : faire entrer la France dans la modernité libérale.

« Modernité politique, par le fonctionnement normal et rigoureux des institutions... »

Plusieurs députés du groupe socialiste. Avec le 49-3 !

M. Jean-Claude Gaudin. « ... par l'union soudée de la majorité et par le rapprochement des Français dans leur diversité.

« Modernité économique, par le recul de l'Etat qui réglemente et par le progrès de l'Etat qui libère.

« Modernité sociale, par l'insertion plus ouverte et plus chaleureuse des individus dans la collectivité.

« Voilà le cap ! »

Aujourd'hui, un an après le vote de confiance du 10 avril 1986, vous présentez les perspectives d'action pour les mois à venir et vous demandez à l'Assemblée nationale de vous renouveler son soutien. Le débat d'aujourd'hui doit être utile. Si ce débat n'est plus qu'une nouvelle version d'un dialogue de sourds entre noirs et blancs, entre l'opposition et la majorité...

M. Jacques Mahéas. Noir et Blanc sont dans la majorité ! (*Sourires.*)

M. Jean-Claude Gaudin. ... il n'a pas d'intérêt pour nous et encore moins pour les Français qui nous écoutent.

Si, au contraire, c'est l'occasion d'une réflexion commune sur les problèmes de la France, l'occasion pour le Gouvernement d'expliquer ce qui n'est pas compris et, pour nous, d'exprimer les préoccupations des Français, alors il sera utile.

A travers ce débat, trois questions sont posées. Celle du bilan d'étape, celle des perspectives et celle de la cohésion majoritaire. Elles sont posées par l'opinion. Nous devons y apporter des réponses claires.

D'abord, le bilan d'étape. Beaucoup de chemin vite, trop vite parfois, mais ce « beaucoup » est peu de chose quand on le replace dans la perspective des objectifs fixés. Au premier rang de ceux-ci, l'emploi et la sécurité. Ils ont mobilisé nos efforts, nos travaux législatifs. Nous avons recouru à la procédure des ordonnances pour gagner du temps - d'autres, en leur temps, avaient fait pareil. Au total, l'année 1986 s'est traduite par un rythme impressionnant d'innovations législatives.

Mais ce genre de bilan quantitatif ne sera jamais qu'une présomption d'efficacité. Les Français ne jugent pas leur gouvernement sur des statistiques législatives - le nombre de lois votées, le nombre d'heures de séance - mais ils le jugent sur les statistiques de résultats.

Monsieur le Premier ministre, nous ne sommes pas tenus à une obligation de moyens. Nous sommes tenus à une obligation de résultats.

M. Jean-Pierre Michel. Eh bien !

M. Augustin Bonrepaux. Où sont-ils ?

M. Jean-Claude Gaudin. Vouloir établir dès aujourd'hui le bilan de la nouvelle politique après un an seulement, est-ce que cela a vraiment un sens ?

N'est-ce pas plutôt, comme le disait récemment M. Jean Boissonnat à propos de l'économie, un exercice que ne veut à peu près rien dire ? Si nous étions dans une période normale, si le Gouvernement avait devant lui l'espace normal d'une législature complète, la question du bilan ne se poserait certainement pas. Or, nous ne sommes pas dans une période normale - chacun a déjà pu s'en rendre compte.

Puisque les commentaires et les sondages fleurissent un peu partout, puisque les docteurs « tant pis » et « tout va mal » sont à l'ouvrage, faisons-le, mes chers collègues, ce bilan. Mettons les actes en face des engagements et les premiers résultats en face des actes et voyons si, vraiment, après un an d'une nouvelle politique, le Gouvernement et la majorité actuels ont le moindre complexe à avoir vis-à-vis de leurs prédécesseurs, vis-à-vis du bilan de la première année de gestion socialiste, le bilan d'avril 1982.

M. Daniel Collin. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Non, messieurs de l'opposition, nous n'avons aucun complexe à avoir par rapport à vous. *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.)*

La sécurité des Français était, est l'un des grands engagements de la majorité élue le 16 mars.

Dans votre déclaration du 10 avril 1986, monsieur le Premier ministre, vous en avez fait une priorité de votre action.

Dès les premières semaines de la législature, nous avons voté dans ce but quatre textes.

Vous avez également pris des dispositions pour mieux associer la population à la lutte contre le terrorisme.

Vous avez renforcé la coordination et l'efficacité des services de police.

L'opposition n'a pas voté le nouveau texte législatif. C'était son droit, mais les tragiques événements du mois de septembre dernier ont malheureusement montré que ces mesures ne répondaient pas à un soi-disant vertige sécuritaire, comme on l'avait entendu dire à cette tribune même. Personne, mes chers collègues, ne brandit le code pénal pour son plaisir. Oui, vous avez eu raison, monsieur le Premier ministre, nous avons eu raison de prolonger la garde à vue pour lutter contre le terrorisme *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.)*, d'instituer une cour d'assises spécialisée pour juger les terroristes. Vous avez eu raison d'appeler à la coopération des populations pour rechercher les auteurs d'actes terroristes. Oui, vous avez eu raison, nous avons eu raison de légaliser les contrôles préventifs d'identité *(Applaudissements sur les mêmes bancs)*, de renforcer la sévérité des peines et de rendre plus strict le régime de leur application.

Vous avez eu raison, car les faits vous donnent raison, qu'il s'agisse de la baisse des chiffres de la délinquance ou qu'il s'agisse des récentes arrestations de terroristes, ceux d'Action directe et ceux de la mouvance iranienne.

Le deuxième domaine prioritaire de votre action, c'est l'économie et l'emploi.

La politique économique engagée il y a un an reposait sur un constat, celui du retard, sur une exigence, celle de la durée, et sur une volonté, celle de la réforme.

Le retard économique, inutile d'y revenir.

Les restructurations, quand vous avez dû en faire, monsieur Fabius, vous disiez : « C'est un sale boulot ! » Mais quand M. Barre conduisait ces restructurations, alors vous preniez, vous et M. Mitterrand, qui n'était pas encore Président de la République, la tête des défilés pour aller proclamer, en Lorraine, que vous alliez augmenter la production de l'acier et celle du charbon. Ce qu'on ne pouvait pas faire. *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Roger Corréze. Les socialistes sont amnésiques !

M. Jean-Claude Gaudin. Le retard économique : les chiffres l'attestent. De même que l'atteste le début de redressement amorcé à partir de 1985.

La durée : inutile de rappeler que rien n'est possible sans elle ; inutile de rappeler que les gouvernements socialistes n'ont cessé d'invoquer l'exigence de la durée. Alors, pourquoi l'opposition demanderait-elle au Gouvernement de faire en un an ce qu'elle n'a pas pu faire en cinq ans ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.)* Voilà la démonstration !

Un constat donc, celui de l'impératif du redressement. Une exigence, celle de la durée. Mais surtout une volonté, celle de la réforme économique au service de l'emploi.

En quelques mois, sous l'impulsion de M. le ministre d'Etat, les règles du jeu économique ont été bouleversées. De très importantes réformes ont été mises en œuvre. Elles concernent l'assainissement financier : la réduction des dépenses publiques et la réduction conjointe du déficit budgétaire et des impôts, le désendettement extérieur. Elles touchent aussi à la libéralisation de l'économie. Elles concernent enfin le développement de la démocratie économique par la privatisation, par la politique de l'épargne et par la participation.

Oui, monsieur le ministre d'Etat, il s'agit, sans aucun doute, de l'une des entreprises réformatrices les plus ambitieuses qui aient été lancées dans notre pays et, plus généralement, dans un pays industrialisé depuis trente ans. Seul et unique objectif : permettre à l'économie de créer à nouveau des emplois.

Tous les moyens possibles ont été mobilisés dans cette bataille pour l'emploi. Car le chômage est la première et la plus grave des inégalités. Le chômage des jeunes d'abord, contre lequel un dispositif sans précédent a été mis en place avec des résultats incontestables.

M. Louis Mexandeau. Vous avez licencié !

M. Jean-Claude Gaudin. Les résultats que les Français attendent - impatientement, bien sûr - de toutes ces actions, de tous ces efforts ne sont pas encore tous au rendez-vous, c'est vrai, même si, pour la première fois depuis 1981, l'économie française est à nouveau créatrice d'emplois. *(Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Eh oui ! Souvenez-vous, tout de même, messieurs les socialistes, que sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, on est arrivé à créer 100 000 emplois par an tandis que, pendant les cinq années où vous, vous avez gouverné le pays, on a supprimé 100 000 emplois par an. Voilà la vérité ! *(Mêmes mouvements.)*

S'agissant des autres éléments du tableau de bord économique que sont les prix et le commerce extérieur, les indices de janvier n'ont pas été bons, c'est un fait. Ceux de février sont meilleurs, c'est aussi un fait ! Mais ni les uns et ni les autres ne permettent réellement de juger l'évolution en profondeur de l'économie française.

Il faut, mes chers collègues, se garder de voir l'économie en noir dès qu'un indice mensuel vire un peu au rouge, de même qu'il ne faut pas voir l'économie en rose sous le seul prétexte que les indicateurs mensuels sont au vert. *(Sourires.)*

Ce que M. Pierre Mauroy exprimait de la façon suivante dans un article paru dans *Le Monde* le 2 décembre 1983...

M. Pierre Mauroy. C'est une bonne lecture !

M. Jean-Claude Gaudin. ... « Il est souhaitable que cesse la polarisation excessive sur les indices économiques auxquels on cherche à faire dire beaucoup trop. »

Il est souhaitable, aurait pu ajouter M. Pierre Mauroy, que l'on accorde plus d'attention à certains chiffres, à certains signes qui sont des indicateurs avancés, qui annoncent les évolutions futures, en particulier à deux d'entre eux : la situation financière des entreprises et l'évolution de l'investissement.

C'est de l'investissement que dépend l'emploi, chacun le sait, et notre retard d'investissement explique bien des faiblesses actuelles de l'économie. Pour retrouver le chemin de l'investissement, il fallait donc d'abord que les entreprises redressent leur situation financière. Ce redressement est largement engagé. Les comptes des entreprises en témoignent. Conséquence logique, l'investissement productif a redémarré en 1986, et c'est un signe d'espoir pour l'avenir.

Mais cette évolution est encore trop lente et l'investissement productif peut et doit être stimulé davantage.

Monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre d'Etat, le groupe U.D.F. a appelé votre attention sur le problème de l'investissement dès le printemps dernier, puis lors de la discussion budgétaire. Vous avez récemment pris acte de nos remarques en décidant d'affecter le surplus des privatisations à des programmes d'investissement et de recherche.

Cette décision va incontestablement dans le sens de la dynamisation de l'appareil productif. Nous pensons qu'il faudra poursuivre cet effort dans le cadre du budget de 1988 par le bais d'un allègement supplémentaire des charges fiscales des entreprises.

En tout cas, monsieur le Premier ministre, les Français comprennent deux choses. D'abord que la direction prise est bonne : l'initiative, la responsabilité, la liberté sont maintenant reconnues comme des principes essentiels qui fondent l'efficacité économique. Il y a ce qu'on appelle un consensus sur cette question.

Mais les Français comprennent aussi qu'au niveau de l'application de ces principes d'efficacité il y a pourtant une différence profonde entre la majorité d'hier et celle d'aujourd'hui : la modernisation économique que vous aviez engagée avec hésitation, mesdames, messieurs de l'opposition, nous la poursuivons avec conviction.

Et c'est précisément pourquoi, même s'il peut y avoir un peu de désillusion ou d'impatience à l'égard de la gestion actuelle, il n'y a pas dans l'opinion publique de nostalgie du socialisme (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

M. Louisa Mexandaaou. Attendez un peu !

M. Jean-Claude Gaudin. Les Français ne croient plus, comme par le passé, aux vertus magiques des déficits, des nationalisations et des contrôles. Ils savent que c'est l'entreprise et non l'Etat qui crée la richesse et que l'Etat est au service des entreprises et non l'inverse.

M. Arthur Dahaina. Très bien !

M. Jean-Claude Gaudin. Si l'on veut vraiment parler de bilan, c'est celui-là qu'il faut souligner. La direction prise est reconnue comme la seule solution pour redresser l'économie française. Même si elle n'a pas le pouvoir magique de brûler les étapes du redressement, même si elle exige patience et persévérance, même si la lassitude de la crise pèse plus lourdement au fil des années.

Cette lassitude, nous devons d'ailleurs la prendre en compte, en veillant à une juste répartition des efforts et des sacrifices, monsieur le Premier ministre. La solidarité est la contrepartie et la condition d'une économie de liberté. Et la solidarité doit aujourd'hui s'exercer notamment vers le monde agricole que l'évolution des conditions économiques a rendu particulièrement vulnérable.

Monsieur le Premier ministre, un an après la mise en œuvre des orientations sur lesquelles nous avons été élus, le bilan d'étape débouche sur deux confirmations : celle des priorités et celle des moyens. Le groupe U.D.F. soutiendra demain, comme il l'a fait hier, tous vos efforts car nous sommes persuadés que les résultats seront au bout de chemin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.*)

La deuxième question de ce débat est celle des perspectives nouvelles qu'imposent à votre action certaines évolutions intervenues depuis un an.

La première d'entre elles concerne l'ardente obligation de la construction européenne.

Le 10 avril 1986, M. Valéry Giscard-d'Estaing déclarait à cette même tribune : « Je souhaite que votre Gouvernement n'oublie pas la grande silhouette de l'Europe qui se tient derrière la porte et qui frappera chaque fois qu'il s'agira d'une échéance vitale pour notre pays. »

Monsieur le Premier ministre, cette Europe frappe aujourd'hui à coups redoublés. Elle frappe pour construire son marché unique et nous lui avons ouvert la porte en ratifiant l'Acte unique européen. Et vous avez de ce fait eu tout à fait raison de situer désormais l'horizon de nos décisions à cette échéance capitale du 31 décembre 1992.

Vous avez eu également raison de fixer l'objectif ambitieux de faire de la France, à cette date, et quels que soient les ricanelements, la première puissance européenne.

L'Europe frappe aussi à notre porte pour construire sa monnaie. Il faut faire avancer l'unification monétaire de l'Europe.

Enfin, l'Europe frappe à notre porte pour construire sa défense. Jamais cette question n'a été plus cruciale qu'aujourd'hui. Elle peut être pour l'Europe, monsieur le Premier ministre, l'occasion d'une avancée décisive ou, au contraire, celle d'un recul. Le piège qui nous est tendu est celui de l'« option zéro » sur les missiles nucléaires à moyenne portée. L'U.R.S.S. cherche à la fois à découpler les Etats-Unis de leurs alliés européens et à introduire la division dans une Europe qui devient gênante. Face à ces grandes manœuvres diplomatiques, la France doit d'abord exprimer son opposition claire et forte au marché de dupes de l'« option zéro ». (*Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.*) Elle doit ensuite rassembler sur ce même front du refus tous ses alliés européens, en particulier la R.F.A., aujourd'hui guettée par la lente et souterraine fermentation de la tentation neutraliste.

Une seconde perspective nouvelle de votre action découle de l'évolution intervenue sur le terrain des réformes de société. Ce terrain est un champ immense qu'il ne faut pas laisser à l'abandon, sous le prétexte d'un échec ou des difficultés à venir.

En décembre dernier, la contestation étudiante a mis en échec un projet de réforme du Gouvernement. Cet événement a surpris tout le monde par son ampleur, sa spontanéité. Et sa signification profonde dépassait d'ailleurs largement l'objet du projet de loi sur les universités. Le Gouvernement a eu raison de retirer ce texte. Mais pour que ce retrait soit utile, pour qu'il ne soit pas un recul, il ne faut pas en rester là.

Dans ce domaine de l'enseignement supérieur comme dans d'autres, les « turbulences » ne valent pas rejet de la réforme dans son principe. Elles valent refus d'une méthode. Aujourd'hui, dans la société française, le besoin de réformes est plus fort que jamais. La réforme est le personnage politique le plus important. Ne le mettons pas au placard.

L'une de ces réformes concerne le code de la nationalité. Elle a provoqué des incompréhensions, des inquiétudes parfois, mais surtout des procès d'intention. Il ne faut pas, sous ce prétexte, renoncer à cette réforme. Mais il faut faire l'effort pédagogique qui s'impose pour montrer qu'il ne s'agit pas d'exclure, mais de mieux intégrer. Cet effort pédagogique suppose une concertation large, dépassionnée et, si possible, dépolitisée. C'est le sens, monsieur le Premier ministre, de la proposition qui a été faite par M. Raymond Barre et que le groupe U.D.F. soutient totalement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe U.D.F.*)

Car nous devons savoir aussi qu'aujourd'hui moins que jamais, on ne peut changer la société par décret. Vous-même, monsieur le Premier ministre, en avez pris acte à propos d'une réforme fondamentale, celle de la sécurité sociale. Tout le monde veut sauver la sécurité sociale. Mais personne ne peut ignorer qu'on ne la sauvera pas si on continue à se diviser sur les solutions à mettre en œuvre.

Les mots d'ordre simplificateurs que nous risquons d'entendre tout à l'heure n'apporteront pas les milliards qui manquent. Les vraies solutions ne peuvent être que dans la concertation de l'ensemble des partenaires concernés. La convocation d'« états généraux » de la sécurité sociale est une réponse à cet impératif de la concertation. Cette méthode des « états généraux » peut effectivement convenir aux problèmes de société, à ces problèmes qu'aucun gouvernement ne pourrait aujourd'hui aborder par une démarche unilatérale. Cette méthode est d'ailleurs aussi ancienne que la démocratie. Mais, pour qu'elle débouche sur un résultat, il

est indispensable que ces « états généraux » aient été soigneusement préparés et qu'ils ne se transforment pas en meeting.

Un troisième domaine où la concertation s'impose particulièrement aujourd'hui est celui des attentes de la jeunesse. Le monde des structures établies doit renouer les fils du dialogue et de la confiance avec la jeunesse qu'il a probablement oublié de regarder grandir. Et la jeunesse a besoin de savoir, mes chers collègues, qu'elle est au cœur de nos préoccupations, qu'elle est au centre de la société de progrès à laquelle nous travaillons.

L'effort de la collectivité en faveur de l'éducation et de la formation est précisément l'un des témoignages que nous devons apporter aux jeunes. Et il y a aujourd'hui, dans ce domaine, une situation anormale que je voudrais évoquer à l'occasion de ce débat, et je le ferai en tant que président de région et au nom de l'ensemble des présidents de conseils régionaux. Cela concerne ce côté-ci et ce côté-là de l'Assemblée.

Je ne vous regarde pas, mes chers collègues communistes, car vous n'avez aucune présidence de région ! (*Rires sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

Un député du groupe communiste. C'est dommage !

M. Jean-Claude Gaudin. Je tiens à évoquer le problème du financement des constructions et de l'entretien des lycées.

La décentralisation des compétences vers les régions ou les départements s'est généralement faite dans de bonnes conditions.

M. Guy Bêche. L'héritage !

M. Jean-Claude Gaudin. Je viens d'entendre un mot qu'il eût mieux valu ne pas prononcer.

S'il est vrai, mes chers collègues, que M. Gaston Defferre a généralement accompagné ses lois de décentralisation des ressources nécessaires à leur application (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*)...

Attendez avant d'applaudir !

... il est également vrai que tel n'est pas le cas s'agissant de la construction et de l'entretien des lycées, domaine dans lequel les compétences ont été transférées, sans que le gouvernement socialiste fournisse l'argent nécessaire. (*C'est faux ! sur plusieurs bancs du groupe socialiste - Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

Il faudra, monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre d'Etat, que vous nous donniez satisfaction sur ce point, en abondant les crédits nécessaires, parce que l'Etat le doit aux régions, et parce que les régions le doivent à la jeunesse. Voilà pourquoi vous devez le faire !

La troisième question de ce débat est celle de la cohésion majoritaire.

Cette cohésion est indispensable pour le succès de la politique mise en œuvre. Elle est pleine et entière sur les objectifs, sur les orientations et sur les actions. Le vote de ce soir le démontrera très clairement, monsieur Fabius. Comme celui du 10 avril 1986 et comme tous les autres votes, ceux d'hier et ceux de demain.

Par ces votes, nous partageons avec le Gouvernement la responsabilité de la politique mise en œuvre. Nous partageons aussi ses contraintes. Nous savons, monsieur le Premier ministre, que si jadis on disait : « Gouverner, c'est prévoir », aujourd'hui, on peut dire : « Gouverner, c'est déplaire ». Mais nous entendons partager aussi le travail de réflexion, de discussion et éventuellement de critique.

Et à l'opposition qui voudrait voir les germes de la division dans la moindre nuance d'expression, je rappellerai tout simplement ce qu'écrivait M. Pierre Mauroy - pardonnez-moi encore de vous citer, monsieur le Premier ministre - dans un article intitulé : *Gouverner autrement*.

M. Jacques Toubon. Ah oui !

M. Jean-Claude Gaudin. M. Pierre Mauroy écrivait : « Les membres du Gouvernement doivent pouvoir participer à la discussion politique et même l'alimenter. Quand des options sont ouvertes, elles doivent l'être devant le pays, sans fard ».

« Cette méthode doit permettre de faire participer l'ensemble des citoyens à l'élaboration de notre politique. Encore faut-il que chacun fasse l'effort de ne plus appeler flou ce qui est souple et polémique ce qui est l'expression d'une divergence. »

Je ne pourrais dire mieux pour qualifier l'esprit dans lequel travaillent les différentes formations de la majorité. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Et qui fait, par conséquent, que notre débat d'aujourd'hui n'a rien de commun avec celui d'avril 1984 où le Premier ministre de l'époque avait utilisé cette procédure du vote de confiance pour tenter - mais en vain - de recoller les morceaux d'une majorité brisée.

Notre majorité U.D.F.-R.P.R. est solide (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*), elle est unie et elle le restera. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R.*)

Monsieur le Premier ministre, le groupe U.D.F. vous confirmera ce soir la confiance qu'il a votée le 10 avril 1986 à votre Gouvernement. Une confiance entière, sereine, loyale, sans états d'âme (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*) mais avec des états de service. Une confiance pour faire que l'année qui vient, comme l'année passée, soit une année utile à la France.

M. André Labarrère. Celle de tous les dangers !

M. Jean-Claude Gaudin. Oui, unis au centre de la vie politique française, comme le rappelle la déclaration constitutive de notre groupe, les députés de l'Union pour la démocratie française réaffirmeront ce soir par leur vote qu'ils sont, monsieur le Premier ministre, au centre et pas à gauche au cas où, messieurs (*L'orateur se tourne vers les députés du groupe socialiste*), où vous ne l'auriez pas compris. (*Applaudissements sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R., où divers députés se lèvent pour applaudir.*)

M. le président. M. Gaudin a prouvé qu'on pouvait faire tenir son propos en vingt-neuf minutes !

La parole est à M. André Lajoinie.

M. André Lajoinie. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, il y a un an, le Gouvernement se présentait pour la première fois devant l'Assemblée nationale.

Le débat d'aujourd'hui a lieu parce qu'au cours des derniers mois le rejet de la politique de la droite appliquée dans le cadre de la cohabitation s'est amplifié. L'action des étudiants et des lycéens et un mouvement social de grande puissance ont marqué une étape nouvelle dans la lutte en obligeant le pouvoir à des reculs. Et ce mouvement n'est pas terminé. La manifestation du 22 mars de la C.G.T. pour la défense de la sécurité sociale, que nous avons soutenue, a apporté un démenti à tous ceux qui justifient l'ordre capitaliste d'injustice. La combativité, la volonté de lutter sont intactes.

Le bilan d'une année de cohabitation entre votre gouvernement et le Président de la République...

M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca. Entre vous et les rénovateurs, il n'y a guère de cohabitation !

M. André Lajoinie. ... se révèle spécialement négatif pour la France et inquiétant pour son avenir.

A coups répétés de 49-3, l'Assemblée nationale a adopté au pas de charge un ensemble de lois plus réactionnaires les unes que les autres, qui ont eu pour seul résultat d'enfoncer encore davantage la France dans la crise. L'austérité salariale et la déflation des dépenses publiques ont conduit à réduire la production tandis que les 100 000 plus grandes fortunes ont été multipliées par 3 depuis 1982. Le chômage et les inégalités sociales se sont aggravés. Depuis le 16 mars 1986, il y a plus de 200 000 chômeurs supplémentaires, 42 000 pour le seul mois de février. Votre politique a apporté la confirmation écrasante, s'il en fallait une, qu'on ne peut pas faire de croissance contre l'emploi.

Le bilan d'un an de cohabitation, c'est une braderie sans précédent du patrimoine national : à eux seuls, Saint-Gobain, Paribas et T.F. 1 représentent plus de 27 milliards. Mais la droite ne se contente pas de vendre la France par morceaux, comme si elle en était propriétaire, elle pratique aussi des soldes. La seule vente des actions à des cours inférieurs à leur valeur réelle et la commission payée aux banques représentent 9 milliards. Faut-il rappeler la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, déjà insuffisant, la suppression des tranches à 65 et 60 p. 100, l'augmentation de l'impôt fiscal de 50 à 61 p. 100 ? Faut-il rappeler la réduction de 50 à 45 p. 100 du taux de l'impôt sur les sociétés, la réduction de

la taxe professionnelle, la suppression de la taxe sur les dépenses somptuaires des sociétés, l'exonération des cotisations sociales pour les employeurs ?

L'encouragement à la fraude fiscale n'a jamais été plus cynique. Seize milliards de francs sortis en 1981, en violation du contrôle des changes ont été blanchis par l'amnistie. Dans le même temps, les petits et moyens salariés ont dû subir des prélèvements exorbitants qui réduisent encore plus leur pouvoir d'achat, et la politique du capital a entraîné l'appauvrissement de la masse des Français.

L'augmentation de 0,70 p. 100 du prélèvement sur les cotisations vieillesse, la cotisation de 0,4 p. 100 sur les revenus, l'augmentation du forfait hospitalier, la suppression de la 26^e maladie, la suppression de la prime de déménagement pour les familles de moins de trois enfants, la forte augmentation attendue en 1987 des rentrées fiscales au titre de la T.V.A. et de la taxe sur les carburants, tout cela représente plus de 50 milliards d'impôts indécents, les plus injustes.

Les dépenses de l'Etat pour les services publics diminuent. La réduction de 11 p. 100 du budget de la santé, le retour du privé à l'hôpital, la hausse du forfait hospitalier, la fin du remboursement à 100 p. 100, toutes ces mesures se conjuguent pour lamener le droit à la santé. C'est bien la preuve que le capitalisme installe la France dans une société invivable.

Les collectivités locales n'ont pas été épargnées. Entre l'insuffisance des transferts de charges ou le prélèvement sur la caisse de retraite des agents des collectivités locales, elles se trouvent dans l'incapacité de répondre aux besoins de la population. La loi sur l'autorisation de licenciement, prolongeant la loi sur la flexibilité, a donné des moyens sans précédent au patronat pour généraliser la précarité de l'emploi et éliminer les militants syndicaux. Gouvernement et patronat n'ont cessé de répéter que la déréglementation du droit du travail était une condition de la réduction du chômage. Là encore, pour quel résultat ? Le nombre de chômeurs progresse ! Il dépasse les trois millions.

Le patronat a utilisé le plan jeunes pour se débarrasser d'emplois à temps plein. Tout cet argent gâché n'a servi qu'à alimenter une croissance financière explosive et parasitaire. Depuis 1982 - tenez-vous bien ! - la progression des investissements financiers a été vingt fois plus rapide que celle des investissements productifs. Les atouts industriels et agricoles sont fragilisés et on assiste à un véritable processus de sous-développement industriel. L'euphorie qui saisit la Bourse n'est elle-même que l'expression du déclin national. Les capitalistes étrangers viennent maintenant plus nombreux à la curée racheter des sociétés françaises alors que les banques françaises refusent d'apporter leur aide au développement de l'investissement national. Les investissements directs à l'étranger ont atteint 34 milliards en 1986, soit une progression de 70 p. 100. Ils ont été multipliés par deux pour les Etats-Unis.

M. Jacques Médecin. Grâce à Doumeng !

M. André Lajoinie. Les déficits structurels que connaît le commerce extérieur de la France se sont aggravés. Avec le dumping commercial qui accompagne la baisse du dollar, le sacrifice du marché intérieur au profit du tout à l'exportation s'est révélé une fois de plus la pire des solutions. Le franc est une monnaie faible qui a encore été dévaluée par rapport au mark au début de l'année.

L'O.C.D.E. prévoit qu'à politique inchangée, la proportion de chômeurs passera en France, au milieu de l'année 1988, à 11,5 p. 100 de la population active. Elle est déjà de 11 p. 100 et cette prévision risque d'être dépassée. A la fin de l'année, il y aurait au moins 130 000 chômeurs de plus.

Le choix qui a été fait est celui de la vassalisation de la France, à travers une alliance privilégiée et inégale avec les Etats-Unis. La France peut bien tenir hôtellerie au Louvre pour recevoir les grandes puissances, en réalité ce sont trois pays, les Etats-Unis, le Japon et la R.F.A. qui dictent leur loi.

Depuis un an, la cohabitation, c'est donc bien l'accélération de la politique d'austérité et des atteintes multiples aux droits de l'homme. C'est la volonté de renforcer l'intégration européenne.

Monsieur le Premier ministre, en vous entendant tout-à-l'heure vanter l'âge d'or que fera naître le marché unique en 1992 dans cette Europe de 17 millions de chômeurs et de 30 millions de pauvres, je ne pouvais m'empêcher de penser au général de Gaulle (*Murmures sur les bancs du groupe du*

R.P.R.) lorsqu'il se moquait de « ceux qui crient : l'Europe ! l'Europe ! l'Europe ! comme des cabris » ! C'est bien ce que vous avez fait, monsieur le Premier ministre !

M. Eric Raoult. C'est Lénine qu'il faut citer, pas de Gaulle !

M. André Lajoinie. Soyez un peu intelligent, si vous n'êtes pas de bonne volonté !

La cohabitation, c'est aussi la volonté d'entraîner toujours plus la France dans une folle course aux armements à travers l'invitation des entreprises françaises à coopérer au projet reaganien de guerre des étoiles ou encore l'accord entre l'Elysée et Matignon sur la loi de programmation militaire qui, en violation des traités internationaux, va jusqu'à s'engager dans la fabrication des armes chimiques.

Cette politique du gouvernement R.P.R.-U.D.F., qui a trouvé le soutien constant de l'extrême droite le peniste, met en péril l'avenir de la France comme grand pays industriel moderne, son identité, sa souveraineté.

L'identité originale de la nation française s'est forgée par des décennies de luttes et des conquêtes sociales. La droite aura beau faire, elle n'empêchera pas que l'histoire de France, en ce qu'elle a de meilleur au XX^e siècle, s'identifie avec l'apport du mouvement populaire, qu'il s'agisse du Front populaire, de la Résistance, de la Libération, des luttes contre le colonialisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Que ceux qui dissertent sélectivement des droits de l'homme dans le monde examinent honnêtement la réalité française et l'image dégradée, inégalitaire, qu'offre notre pays à la veille du bicentenaire de la Révolution.

Quel est le contenu concret de la liberté pour les 8 millions de personnes qui vivent avec moins de 50 francs par jour ? N'est-ce pas la plus terrible des accusations contre le capitalisme quand un grand pays moderne comme la France ne peut maîtriser les problèmes de la faim, qu'il s'agisse du peuple de Paris ou des enfants des écoles maternelles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Quelle est, en 1987, la liberté d'un chômeur en fin de droits ? Pour un jeune à la recherche d'un premier emploi ? Que signifie le droit au logement pour les locataires victimes de la hausse brutale des loyers, pour les accédants à la propriété étranglés par des charges de remboursement insupportables, pour les milliers de familles condamnées à être expulsées de leur domicile, pour les milliers de paysans poussés à la ruine par votre politique et celle de la Communauté européenne ? Dans cette société de plus en plus invivable, le montant du compte en banque devient le critère exclusif des libertés.

L'égalité d'accès aux emplois publics ? Quel est son contenu quand le taux de redoublement au cours préparatoire est de 2 p. 100 pour les enfants de professions libérales et de 22 p. 100 pour les enfants d'ouvriers ? De telles inégalités devraient suffire à faire condamner le capitalisme et le libéralisme, qui ramènent notre pays plus de cinquante ans en arrière.

Incapable de faire progresser la liberté dans quelque domaine que ce soit, la droite veut détruire toutes les solidarités, toute la dimension humaniste des rapports sociaux, pour enfermer l'aspiration à l'individualité dans la lutte des forts et des faibles au nom de la sélection des meilleurs.

Dans cette société, qui serait absurde si la loi du profit n'en expliquait les aberrations, le privilégié, ce ne serait pas le capitaliste qui a vu, en 1986, ses actions de Peugeot augmenter de 144 p. 100, mais les salariés qui réclament un emploi garanti et un salaire décent !

Le scandale, ce ne serait pas que l'Etat verse en fin d'année 52 milliards de francs en remboursement de l'emprunt Giscard, le scandale ce serait d'exiger d'y mettre fin !

Quel respect des droits de l'homme pour cette salariée licenciée parce que, atteinte d'un cancer, elle n'assumait plus les cadences, ou pour les neuf salariés de Renault licenciés pour leurs actions syndicales ? Qu'est-ce que le droit à l'information et à la culture quand le service public audiovisuel est livré au capital privé et qu'y règnent la censure et le mensonge sur les possibilités réelles de changement qui existent dans notre pays et sur les propositions du parti communiste ?

Quelle liberté pour le peuple kanak soumis à la violence coloniale ? Quelle sympathie peut éveiller dans le monde un pays qui alimente la course au surarmement, un pays qui,

pour garder ses bonnes relations avec le régime de l'apartheid, a refusé de peser de tout son poids pour libérer un citoyen français prisonnier du fascisme ? Enfin, quelle liberté de choix pour le citoyen, que deviennent l'exercice de la souveraineté et le pluralisme politique avec un dispositif électoral qui légalise les charcutages électoraux ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Eric Raout. Et la fraude ?

M. André Lajoinie. L'aggravation de l'austérité ne peut qu'affaiblir l'économie. Déjà, il est admis que la croissance sera inférieure à la prévision officielle, pourtant réduite, et que les investissements stagnent tandis que la hausse des prix dépassera les 2,5 p. 100 annoncés du fait de la remontée du prix du pétrole et surtout de la hausse des prix des produits manufacturés et des services gonflés, ce qui augmente les profits et les gâchis financiers.

Et pourtant, le Gouvernement ne propose rien d'autre que la poursuite et l'aggravation d'une politique de régression sociale massive, ainsi que l'accroissement des profits financiers au détriment de la production et de l'emploi.

Pour autant que le mouvement social le lui permette, le Gouvernement veut poursuivre dans la même voie, réduire encore l'impôt sur les sociétés, ramener à 50 p. 100 la plus haute tranche de l'impôt sur les revenus, supprimer des dizaines de milliers d'emplois publics. Des salariés corvéables à merci, obligés de travailler le samedi et le dimanche, la nuit, quarante-cinq heures une semaine et vingt-cinq une autre au gré de l'employeur, des jeunes sans garantie statutaire, des femmes systématiquement sous-payées à qualification égale : voilà les objectifs que poursuivent le patronat et le Gouvernement sous le vocable du libéralisme.

La partie n'est pas gagnée pour les forces du capital et de la droite ; leur politique se heurte aux besoins et aux espoirs populaires. Les sondages expriment à la fois le rejet massif de la politique gouvernementale et le refus de celle menée par le gouvernement précédent.

C'est pourquoi la bourgeoisie se préoccupe de renforcer le caractère autoritaire des institutions en aggravant le caractère monarchique du pouvoir.

Tous les débats sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel n'ont qu'un but : rabaisser les assemblées délibératives et assurer un exécutif omnipotent et totalement irresponsable pour mieux refondre la société au profit du capital. Il en est de même avec les projets d'intégration de la France dans une Europe qui serait affublée d'un président.

Alors que ce qui est en jeu, c'est la souveraineté et l'identité de la France, la capacité de son peuple à sortir de la crise en se rassemblant sur des objectifs anticapitalistes, depuis quelques mois, tous les médiums politiques dont les mains se joignent autour de la table de la cohabitation appellent la réincarnation d'un vieux fantôme réactionnaire, celui du centrisme, comme si la France n'en avait pas déjà fait plusieurs fois la cruelle expérience.

L'objectif de ce nouveau dispositif politique c'est, à l'occasion d'une élection qui se prête à tous les détournements de la volonté populaire, d'empêcher toute perspective de changement réel. Les moyens, ce sont à la fois un accord marqué du sceau de l'anticommunisme pour excuser l'injustice fondamentale du capitalisme et une concurrence pour savoir qui assurera la meilleure incarnation du conformisme social et politique.

Les forces du capital se heurtent à des résistances nouvelles et l'esprit de résignation recule. Les communistes, pour leur part, s'emploient à faire fructifier les possibilités de rassemblement dans l'action. Le combat pour défendre l'intérêt des gens, pour l'union et le changement, peut connaître de nouveaux développements, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat, de l'emploi, de l'enseignement, du droit à la santé et à la protection sociale, du droit au logement. Ce qu'il faut à notre peuple, c'est une autre perspective politique, et les récentes luttes sociales ont montré qu'il est possible de rassembler dans l'action sur des objectifs déterminés en commun. C'est la confirmation de la justesse de notre proposition majeure de bâtir un nouveau rassemblement populaire majoritaire, porteur d'une politique capable de sortir le pays de la crise.

La société n'est pas désespérée quand les jeunes refusent massivement la sélection par le fric à l'université et obligent le pouvoir au recul. Les progrès scientifiques rendent possible une nouvelle organisation du travail, une réduction de

sa durée sans diminution de salaire, plus de temps pour la formation continue et même un certain dépassement de la césure entre travail manuel et intellectuel.

Tout cela ne rend que plus forte l'exigence de construire une société socialiste en France, une société de liberté, de justice et de paix. Le seul choix que le capitalisme est capable d'offrir au plus grand nombre, dans son antihumanisme intrinsèque, c'est celui entre la servilité et la marginalisation. Seul le socialisme porte en lui la capacité d'une promotion de toutes les individualités faisant de l'être humain le but et l'atout du renouveau national, élargissant pour tous le champ des libertés.

Ceux qui veulent enseigner aux travailleurs le renoncement les trompent. Renoncer à lutter, c'est subir de plein fouet la violence capitaliste.

Le fond de l'affrontement concerne la réponse à donner à la crise de la société française. Les communistes ont conscience que l'obstacle essentiel reste une méconnaissance du contenu de la crise et l'idée d'une fatalité des solutions capitalistes de chômage et d'austérité, martelées sans cesse par les médias et les autorités de l'Etat. La modernisation passe par des choix de classe qui sortent l'économie et la société de la loi du profit.

Cela suppose une nouvelle efficacité économique et sociale, créatrice d'emplois et de productions nouvelles, fondée sur le développement des capacités et des initiatives des travailleurs.

Supprimer des emplois à la S.N.C.F., dans la sidérurgie, dans la construction navale, dans l'électronique, dans l'agro-alimentaire, ce n'est pas fatal ! La surexploitation et l'austérité n'assurent pas la compétitivité. Les coûts salariaux français sont bien plus bas que ceux des pays qui nous enlèvent des parts de marché. Selon la Dresdner Bank, les salaires sont, aux Etats-Unis, de 64 p. 100 plus élevés qu'en France, et en R.F.A. de 27 p. 100.

Pourtant, vous venez de rappeler, monsieur le Premier ministre, que vous poursuiviez la politique salariale de blocage des salaires, prétendant ainsi que vous empêcherez l'inflation et le chômage. A la fin de l'année, vous avez refusé l'augmentation des salaires des cheminots et des électriciens, mais l'inflation a augmenté, et le chômage aussi !

Créer des millions d'emplois dans les prochaines années est un enjeu fondamental de notre société qui s'est construite autour du travail avec sa valeur d'émancipation des individus. On y arrivera non pas en supprimant des emplois ou en faisant encore régresser des salaires qui sont en moyenne de 6 500 francs par mois - 7,5 millions de salariés ne touchent qu'un salaire inférieur ou égal au S.M.I.C. -, mais en relevant le pouvoir d'achat des salaires, des pensions, des prestations familiales, des revenus paysans, en réalisant des investissements utiles pour produire français, au lieu de transformer des régions entières en désert ainsi que le prévoient les projets d'aménagement du territoire présentés par le R.P.R. Guichard.

La satisfaction immédiate des revendications sociales serait un moyen de redressement économique national qui appelle la reconquête de notre marché intérieur.

L'argent existe. Ce sont les critères d'utilisation des fonds privés et publics qu'il faut changer pour vaincre le cancer financier qui délabre la nation.

Une autre politique implique notamment que le budget de l'Etat soit mobilisé prioritairement pour la relance de la production et de l'emploi. Lutter contre les gaspillages financiers et les inégalités sociales implique une réforme démocratique de la fiscalité.

Il faut s'attaquer aux privilèges dont disposent une minorité de possédants en rétablissant l'impôt sur les grandes fortunes dont les taux seraient doublés, en relevant fortement les plus hautes tranches du barème et en mettant un terme aux avantages dont bénéficie un capitalisme usuraire.

L'emprunt Giscard de 6,5 milliards arrive à échéance à la fin de l'année. L'Etat va-t-il ou non verser 52 milliards en remboursement de capital ? Le Gouvernement n'a pas le droit de dilapider l'argent de la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*) Le groupe communiste va déposer une proposition de loi qui permettrait d'économiser au budget de l'Etat des dizaines de milliards de charges indues.

Il faut mettre fin aux dénationalisations. Le secteur public est un atout indispensable pour l'investissement et la recherche. Les entreprises françaises doivent développer des

coopérations fondées sur l'intérêt mutuel. Les coopérations positives, comme Airbus ou Ariane, n'ont-elles pas été réalisées en dehors du processus d'intégration européenne ?

La France a également tout à gagner à développer des coopérations mutuellement avantageuses avec les pays qui le souhaitent, pays en développement et pays socialistes.

L'Union soviétique, pour ne prendre que cet exemple, s'est engagée dans une nouvelle période de son histoire, marquée par la volonté de perfectionner les rapports sociaux par la démocratie. (*Rires et exclamations sur plusieurs bancs des groupes du R.P.R. et Front national [R.N.]*) Est-ce que la France va rester à l'écart ou s'engager dans une coopération nouvelle avec ce grand pays ?

Par ailleurs, il faut construire des solidarités originales, alors que le patronat cherche à détruire les solidarités en isolant les victimes, en divisant les usagers contre les travailleurs.

Il faut investir dans l'être humain à l'école, dans la culture, la santé. Pour que le progrès scientifique puisse converger avec le progrès social, il faut des moyens nouveaux pour la formation, la qualification. Cela suppose des choix politiques qui s'attaquent aux gâchis des capitaux, cela suppose de dépenser plus pour les hommes.

Notre pays a besoin de grands services publics et nationaux pour répondre aux besoins de la population. Santé et retraite ne doivent pas devenir des marchés. Cette logique du profit dans laquelle on voudrait enfermer l'opinion publique pour lui faire accepter de nouveaux sacrifices va à l'encontre du développement social.

La privatisation tous azimuts aggrave brutalement les inégalités. Il faut au contraire promouvoir un service public de santé moderne et efficace, une sécurité sociale assurant l'égalité d'accès aux soins. Les députés communistes se prononcent pour la défense du système de retraite à soixante ans, pour la garantie d'une pension de retraite égale à 70 p. 100 du salaire, pour l'évolution du pouvoir d'achat des retraités indexée sur celle des salaires.

Pour le financement de la sécurité sociale, des dispositions doivent être prises. Une nouvelle cotisation sur les revenus des placements financiers doit être instaurée au même taux que celle qui frappe les salariés. Elle rapporterait trente-six milliards, alors qu'on nous annonce que le déficit est de vingt et un milliards ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Il faut aussi mettre en œuvre la récupération des dettes patronales et la réduction des charges indues, la révision du mode de calcul des cotisations pour favoriser les entreprises qui créent des emplois, car chaque chômeur de plus est un coup porté à la sécurité sociale.

Monsieur Gaudin, il n'y a rien de simpliste dans ces propositions. C'est vous qui êtes simpliste en ne voyant qu'une solution : réduire les prestations et augmenter les cotisations !

Enfin, pour la sécurité sociale, comme sur le lieu de travail, aucun changement durable ne peut être réalisé sans un développement sans précédent de la démocratie.

Sortir de la crise exige de faire appel à l'initiative la plus large, à l'intervention la plus active des travailleurs et des citoyens. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la direction de la régie Renault a mis près de dix ans pour mettre fin à l'aventure américaine, ce que seuls la C.G.T. et le parti communiste réclamaient depuis le début. Faudra-t-il autant d'années pour engager la construction d'un modèle de voiture populaire pour laquelle le marché potentiel existe ?

En matière de libertés, il faut non pas remettre en chantier, mais abandonner définitivement les projets sur l'aménagement du temps de travail, sur le code de la nationalité, sur l'emprisonnement des usagers de la drogue ou sur les prisons privées.

La question de la paix et du désarmement est fondamentale.

La force nucléaire française a été développée bien au-delà de la dissuasion et la loi de programmation militaire qui justifie tout à la fois les essais nucléaires, la bombe à neutrons, les armes chimiques, et qui s'inscrit dans la stratégie d'une défense européenne procède d'une démarche dangereuse.

La France est directement concernée par la guerre et la paix, elle l'est quand les Etats-Unis se lancent dans l'aventure d'une guerre des étoiles. Un tel projet de militarisation de l'espace est un gaspillage insupportable de ressources et de perversion du travail créateur à l'heure où des dizaines de millions d'êtres humains meurent de faim.

La France est aussi concernée quand l'Union soviétique fait des propositions pour commencer à désarmer.

C'est dire la lourde responsabilité des dirigeants qui voudraient faire croire que la France peut rester simple spectatrice entre les deux Grands, ou qu'une défense européenne serait souhaitable à la sécurité de notre continent alors que le rejet d'un tel projet, il y a trente ans, dans un rassemblement où se trouvaient, à côté des communistes, des Français de toutes opinions...

M. Jacques Médecin. Pas moi !

M. André Lajoinie. ...s'est révélé un facteur décisif de paix en Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

L'humanité est confrontée à des enjeux essentiels, qui sont la paix, la faim, le sous-développement, le chômage massif. Le désarmement est véritablement un enjeu d'importance vitale pour avancer sur les autres points.

Notre continent est arrivé au point limite. Tant qu'il n'y aura pas de désarmement, il n'y aura pas de sécurité. La perspective d'une disparition totale des armes nucléaires en Europe n'est pas une redoutable perspective, mais elle est un espoir pour lequel l'engagement de chaque homme, de chaque femme de notre pays est nécessaire.

Le parti communiste français et ses députés sont attachés à une politique de paix et de désarmement pour laquelle la France a un grand rôle à jouer. Nous voulons une France indépendante, pacifique, solidaire de tous les peuples. Cette orientation exige notamment qu'au Moyen-Orient la France s'engage résolument pour la tenue d'une conférence internationale à laquelle l'O.L.P. participerait.

Nous n'avons d'autre ambition que d'aider chacun à peser en faveur de la paix, pour atteindre l'objectif de détruire d'ici à l'an 2000 toutes les bombes atomiques de la planète, afin d'éviter l'apocalypse nucléaire, et de consacrer aux œuvres de vie en France ainsi qu'à la lutte contre le sous-développement les milliards dépensés pour les armes.

Parler comme vous l'avez fait, monsieur le Premier ministre, de vaincre la faim dans le monde sans s'attaquer évidemment dans le cadre d'un désarmement équilibré, à la réduction de ces milliers de milliards aujourd'hui gaspillés pour la guerre, n'est pas crédible, il faut bien que vous le compreniez. Ce ne sont, si l'on peut dire - pardonnez-moi l'expression - que de paroles verbales prononcées dans un moment si dramatique pour l'humanité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

Les communistes combattent sans arrière-pensée la politique du patronat et de la droite et c'est pourquoi ils vous refuseront la confiance. Ils donnent une priorité totale au rassemblement populaire qui commence à se forger dans la vie, dans les luttes, à travers une diversité de mouvements sociaux, et ils sont disponibles pour des accords politiques prolongeant le mouvement populaire dès lors que ceux-ci ont l'ambition de nous faire sortir de la crise. J'ai formulé quelques propositions en ce sens qui, me semble-t-il, mériteraient d'être étudiées et soutenues dans le pays.

C'est dans le rassemblement populaire que s'incarne l'avenir. C'est ce rassemblement qui est porteur d'espoir pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. Eric Raoult. 5 p. 100 !

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Le Pen.

M. Jean-Marie Le Pen. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, je voudrais être sûr que le pays porte une grande attention à nos débats. Ce serait la preuve qu'à l'Assemblée nationale réside une part essentielle de la souveraineté nationale et une part, fût-elle modeste, du pouvoir politique. Mais je crains, hélas ! que cette assemblée - et plus généralement le Parlement - ne se soit laissé progressivement déposséder de prérogatives qui ne lui sont pourtant données que pour servir la nation et le peuple au nom duquel elle parle.

Monsieur le Premier ministre, vous avez la réputation d'être une « bête électorale » et de ne jamais vous sentir aussi bien que lorsque le parfum des urnes flatte vos narines. (*Rires sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*) Vous piaffez, vous devenez éloquent et vous donnez l'impression - peut-être même y croyez-vous - de croire à ce que vous dites. C'est surtout sous ce jour que je vous ai vu à cette tribune lors des débats sur la question de confiance.

En 1986, vous sortiez d'une campagne électorale non pas victorieuse, puisque, les chiffres sont là pour le dire, les deux partis qui présentaient la plate-forme R.P.R.-U.D.F. n'avaient obtenu que 40 p. 100 des suffrages, mais, avec le ralliement d'un certain nombre de non-inscrits, vous étiez parvenu à une majorité, pas très docile, que vous devez forcer de temps en temps au mors et à l'épéron. Mais je crois que vous êtes un ancien cavalier et cela ne doit pas trop vous gêner. *(Sourires.)*

Vous avez recommencé immédiatement à cette tribune une campagne électorale destinée justement à resserrer autour de vous cette majorité. Tout à l'heure, malgré l'ascèse du texte écrit, vous avez encore donné l'impression d'être en campagne. Cependant, au fur et à mesure que vous parliez, il s'établissait une discordance de plus en plus grande entre votre discours et l'attention que celui-ci justifiait. Ainsi, plus vous vous enthousiasmiez de vous-même, moins votre majorité semblait vous suivre, au point que, lorsque certains de vos amis, à la fin de votre intervention, se sont levés, si l'on avait procédé, comme l'on fait parfois, par assis et levé pour vous voter la confiance, vous eussiez sûrement été battu ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

M. Charles Miossec. C'est puéril !

M. Jean-Marie Le Pen. Cela ne vous plaît pas ?

M. Arthur Dehaine. Nous avons été habitués à mieux !

M. Jean-Louis Goasduff. C'est médiocre !

M. Jean-Marie Le Pen. Vous essayerez de faire mieux à ma place ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

Monsieur le Premier ministre, abordons si vous le permettez, le bilan du Gouvernement, le bilan d'une année. À ce propos, vous vous êtes déclaré, somme toute, assez satisfait de vous-même et de vos ministres. A vous entendre, vous avez volé de succès en succès. Et, puisqu'il faut parler de succès et que la mode est, après l'opprobre, de saluer votre ministre de l'intérieur, pourquoi ne me plierais-je pas à mon tour à cette obligation ?

M. le ministre de l'intérieur a reçu les félicitations non pas du jury, mais du Président de la République. C'est dire que, de temps en temps tout de même, M. Mitterrand se sent en phase avec votre gouvernement. Il est vrai que les mesures qui furent adoptées à la demande du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de la sécurité ont eu, bien qu'elles fussent modestes et souvent superficielles, un certain nombre d'effets positifs. Il est vrai que la situation antérieure, où l'on voyait des gangsters notoires trinquer avec des Premiers ministres, où on libérait les terroristes, où la classe politique plaidait en faveur de la pègre, était tellement anormale que toute comparaison ne pouvait qu'être favorable à votre ministre. *(Applaudissement sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et Médecin ?

M. Jean-Marie Le Pen. On affirme aujourd'hui qu'il y eut moins de crimes et moins de délits. Est-ce vrai ? Les socialistes réclament une part du bénéfice en disant que cette amélioration s'était déjà amorcée sous M. Joxe.

M. Olivier Stirn. En effet !

M. Jean-Marie Le Pen. Or il me paraît que le calcul n'est pas assez sûr pour être déterminant.

En effet, j'ai noté que, déjà sous M. Joxe, comme aussi sous M. Pasqua, on avait procédé à un « ébarbage », dirai-je, des délits et des crimes, qu'on avait correctionnalisé, mais aussi décriminalisé et décorrectionnalisé. Dans la plupart des cas de vols - vols à la tire ou à la roulotte qui, hélas ! se comptent chez nous par milliers - on refuse purement et simplement les plaintes. Je n'ai dû moi-même qu'à l'autorité de ma fonction que la plainte que j'ai déposée pour ma voiture qui avait été défoncée, cambriolée et même dévastée, soit reçue. Si je n'avais pas été président de groupe, on m'aurait envoyé me pourvoir ailleurs.

La plupart des Français sont découragés de porter plainte tant ils savent que les délits sont nombreux, la justice encombrée et donc qu'ils ne recevront jamais satisfaction. Ajoutons qu'on classe un grand nombre de plaintes au Parquet, ce qui permet d'établir des statistiques présentables.

Vous avez engagé contre le terrorisme une lutte que je crois, hélas, moins efficace, je m'empresse de le dire, qu'on ne le prétend. Les succès obtenus par la police, pour réels qu'ils soient, sont-ils rassurants ? Est-ce rassurant d'apprendre que, chaque jour ou tout au moins chaque semaine, on découvre de nouveaux réseaux, de nouvelles planques d'armes et qu'on arrête de nouveaux terroristes ? Bien sûr, tout ce qui est passé sous le coup de la loi, sous l'autorité est positif, mais cela ne témoigne-t-il pas, au fond, d'une situation très grave d'insécurité persistante dans notre pays ?

M. Claude Labbé. C'est l'héritage !

M. Jean-Marie Le Pen. Pour ma part, je crains que le réseau étranger qu'on a démantelé récemment ne soit qu'un réseau parmi tant d'autres. Notons au passage que ce réseau, dont la police dit qu'il était extrêmement dangereux et qu'il s'appretait à frapper, était dirigé par un fondateur du mouvement Hezbollah, un Iranien ayant cette qualité de nationalité française que donne précisément votre code de la nationalité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.] - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le ministre chargé de la sécurité m'excusera d'être plus sévère en ce qui touche le bilan du terrorisme en Corse. En effet, une distorsion entre les résultats obtenus contre le terrorisme international, national et le terrorisme de l'île, puisque plus de six cents attentats à la bombe ont été commis l'année dernière alors qu'il n'a été procédé qu'à deux arrestations, dont l'une n'a pas été maintenue.

Je relève aussi, pour être parfaitement critique - mais c'est mon rôle - que le trafic de drogue et la toxicomanie sont en hausse, alors même que nous n'avons pas encore été atteints par la vague assez terrifiante du crack, cette drogue américaine dix fois plus dangereuse et, hélas ! dix fois moins coûteuse que la cocaïne.

J'ai noté qu'il manquait des C.R.S. à Marseille lors de la manifestation du Front national, qu'il en manquait aussi à l'ambassade d'Afrique du Sud que l'on a laissé saccager par quelques dizaines de « jeunes communistes » *(Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*, mais que, en revanche, ils ont fait merveille, comme les chassepots du même métal *(Sourires)*, à l'église de Marly, où la force publique a arraché à l'autel un prêtre revêtu de ses ornements sacerdotaux avant de murer les portes. Il doit pourtant y avoir des missions plus exaltantes pour nos forces de police que de chasser les rares prêtres qui restent encore à dire la messe dans nos églises ! *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

Je regrette que M. le ministre d'Etat ne soit pas là pour recevoir la part de compliments que je lui destinais, après M. le ministre de l'intérieur et de la sécurité. Mais je reconnais n'avoir trouvé dans son escarcelle que deux grands échecs *(Sourires)*, dans deux matières où vous aviez pourtant établi, monsieur le Premier ministre, une nouvelle frontière.

Je pense d'abord au chômage. Vous me direz qu'on ne fait pas ce qu'on veut, mais vous n'avez pas pris les mesures qui s'imposaient et, tant que personne ne les prendra, la situation de l'emploi ne s'améliorera pas dans notre pays. S'il est vrai qu'il y a au chômage des causes multiples et variées, il est tout aussi vrai que vous refusez d'aborder l'une d'entre elles, à savoir le poids écrasant des charges sociales de l'immigration, du chômage étranger et de la présence de millions d'immigrés dans notre pays. *(Scandaleux ! sur plusieurs bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

Chacun, ici, a le droit de s'exprimer : le parti des étrangers peut s'exprimer, libre donc au parti des Français d'applaudir ! *(Nouveaux applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.])*

Ainsi, monsieur le Premier ministre, le chômage est en progression, et je n'insisterai pas sur ce point parce que tout le monde, sauf peut-être M. Gaudin, en a pris acte. Vos mesures en faveur des jeunes ont sans doute permis d'améliorer leur sort, mais elles se sont repercutées sur les autres classes d'âge : on a un peu déshabillé Pierre pour habiller Paul. La situation est extrêmement préoccupante, car si l'on s'en tient aux critères qui étaient les vôtres avant que vous n'arriviez au pouvoir, on constate que le nombre des vrais chômeurs a dépassé trois millions.

L'autre échec de M. le ministre d'Etat, échec majeur pour un paragon de la liberté économique et de la libéralisation, c'est la stagnation des prélèvements obligatoires. Je rappelle

que M. Giscard d'Estaing avait établi au taux de 40 p. 100 la frontière entre un régime socialiste et un régime libéral. Or ce taux se maintient à 45,1 p. 100, ce qui signifie que nos sommes encore très largement dans une économie socialiste. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

Ainsi, monsieur le Premier ministre, contrairement à l'aspiration de 55 p. 100 des Français - une vraie majorité, cette fois -, vous n'avez pas rompu avec le socialisme et vous avez raté la révolution libérale, celle dont vous vous présentez pourtant comme le défenseur. Vous l'avez ratée au moment même où, incontestablement, la bataille idéologique entre les deux théories économiques du capitalisme et du socialisme a tourné à la confusion, quelquefois sanglante d'ailleurs, du socialisme et, plus encore, du communisme.

Pour autant, le capitalisme ou le libéralisme n'est susceptible d'attirer la sympathie et, partant, la participation que s'il s'agit d'un capitalisme nouveau dont bénéficierait l'ensemble du peuple, d'un capitalisme populaire. Cette expression, qui figure déjà dans nos livres depuis plus de dix ans, j'ai aimé la retrouver sur vos lèvres, ainsi que celle de démocratie économique. Mais je suis de ceux qui pensent que l'on est passé à côté d'une grande occasion révolutionnaire en ne procédant pas à la dénationalisation massive et immédiate de toutes les sociétés publiques - pas seulement de celles qui sont bénéficiaires - et à la distribution de 70 p. 100 de leurs actifs à l'ensemble des familles françaises. On eût ainsi créé, conformément à l'aspiration du peuple, une masse considérable de propriétaires d'actions mobilières liées directement à l'activité économique et à la production. Cette mesure, que je crois être la seule capable de rendre irréversible le mouvement de dénationalisation, je suis convaincu qu'il faudra un jour la prendre. On vous fait le grief de vendre la propriété des Français. Puisque ce sont eux qui l'avaient payée, il eût été naturel qu'elle leur soit remise, réserve faite bien sûr des 30 p. 100 sans lesquels il n'est pas possible aux « managers » d'assurer la gestion d'entreprise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

Vous auriez pu, au demeurant, agissant d'une autre manière, vous permettre quelques gestes de justice sociale solennelle, comme celui qui aurait consisté à distribuer une partie du bénéfice de la vente de certaines sociétés à ces rapatriés dont vous parlez, il faut le dire, un peu tardivement, quand c'est depuis trente ans qu'ils souffrent d'avoir été spoliés par la politique de la nation. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Vous n'avez pas non plus osé - mais la qualité des rapports que vous entretenez avec certains syndicalistes vous l'interdisait sans doute - vous attaquer au problème des privilèges syndicaux. Bien qu'il s'agisse, j'en suis convaincu, d'un des blocages les plus sérieux de notre société économique, vous n'avez pas mis en cause la dictature de ces bureaucraties syndicales, ni aboli leurs privilèges exorbitants.

Je tiens à dire tout de suite que je suis partisan du syndicalisme...

M. Jean-Pierre Michel. Celui de Vichy !

M. Jean-Marie Le Pen. ... mais d'un syndicalisme libre *Vichy ! Vichy ! sur les bancs du groupe socialiste*, d'un syndicalisme qui représente véritablement ses adhérents et ses électeurs et qui n'aît pas besoin de boucler son budget avec 80 p. 100 de subventions tirées de la poche des contribuables ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*). - *Protestations sur les bancs des groupes socialiste et communiste.*)

Que dire de la justice ?

Les chiffres sont implacables ! Plus d'un million d'affaires devant la Cour de cassation, les cours d'appel et les tribunaux de grande instance, sans compter 136 000 dossiers en souffrance devant les prud'hommes ! Le stock d'affaires a augmenté de 204 000 depuis le début des années 80, soit l'activité d'une année judiciaire. Le délai d'appel moyen est de dix-neuf mois et le délai devant les tribunaux de grande instance de treize mois.

On assiste, sous votre gouvernement, à une dégradation incontrôlée de l'éthique judiciaire. Les nombreux scandales qui éclatent de-ci, de-là entachent la réputation de la justice française. Le juge Lambert, inconscient des responsabilités qu'il a prises dans une affaire qu'il traitait, est devenu journaliste de radio et, à son tour, comment des livres. M. le procureur Apap, qui récidive dans l'apologie de la drogue, est un habitué de l'émission de M. Polac où il persévère diaboliquement.

Sans parler de ces magistrats de Marseille - c'est contagieux, décidément ! - qui préféreraient emprunter dans les pièces à conviction les objets matériels manquant à leur ménage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*) Cette liste, pour n'être pas exhaustive, atteste une dégradation générale de la moralité publique, y compris dans les institutions chargées de la maintenir.

Pour ce qui touche à la défense, vous vous êtes félicité, monsieur le Premier ministre, de l'existence d'un consensus. Mais ce consensus qui va, paraît-il, des socialistes au Front national, n'est-il pas entaché d'équivoque et ne masque-t-il pas le refus du choix drastique que, pourtant, notre budget devrait nous imposer de faire ?

S'agissant d'un domaine que vous acceptez vous-même de voir réservé au Président de la République, nous aurons l'occasion de dire lors de l'examen de la loi de programmation militaire ce que nous en pensons. Il convient cependant, à cette tribune et aujourd'hui - *hic et nunc*, dirait le Président de la République - de dénoncer l'absence totale d'une quelconque préparation de défense civile. Or nous avons insisté depuis plusieurs années pour que la défense des populations soit mise au premier rang des obligations de la défense. Le prétexte qui serait pris du fait que, rien n'ayant été accompli depuis quarante ans, la tâche est immense, ne saurait être retenu. Tout ce qui pourra être préparé avant qu'un conflit, toujours possible, sinon probable, ne se déclenche, sera gagné sur la mort et l'apocalypse.

Il convient aussi de dénoncer rapidement l'offensive de charme à laquelle se livre M. Gorbatchev et les fauxsemblants du désarmement proposé. A l'évidence, le retrait des SS-20 auquel correspondrait celui des missiles Cruise et des fusées Pershing est un marché de dupes. Il laisserait, en effet, perdurer les menaces nucléaires sur le théâtre européen lui-même, puisque les Soviétiques conserveraient leurs sous-marins en mer Baltique. En outre, monsieur Lajoinie, s'ils n'ont pas, pour l'instant, à fabriquer d'armes chimiques, c'est qu'ils disposent d'un stock évalué entre 400 000 et 600 000 tonnes. Or, en ce qui concerne la paralysie des points sensibles, les armes chimiques ont, pour une huitaine de jours, à peu près la même efficacité que les armes nucléaires elles-mêmes.

Dans ces conditions, il convient de rejeter et de faire rejeter par nos alliés une proposition qui, de toute évidence, vise au découplage de nos alliances. Encore le faut-il sans se faire d'illusions sur l'éternité de l'engagement américain en Europe. J'ai été frappé, lors d'une conférence américano-européenne, de constater que la thèse du désengagement des unités américaines en Europe était défendue non seulement par des représentants démocrates, mais aussi par des représentants républicains. Je suis d'avis, comme le professeur Carrol, géopoliticien célèbre de l'université de New York, que cette convergence devrait nous servir à la fois de leçon et d'incitation. En effet, comme l'a expliqué à cette tribune l'un de nos députés, M. Méget, il y a quelque chose d'indécemment à ce que 320 millions d'Européens continuent à être défendus par 220 millions d'Américains contre 270 millions de Soviétiques. Je sais bien que nous avons accompli, nous aussi, un effort militaire, mais il n'est pas crédible au niveau où nous l'avons accepté, et seule une défense européenne intégrant au moins ceux des pays qui l'accepteraient autour de l'Allemagne et, si possible, de l'Angleterre, pourrait un jour permettre de constituer une armée européenne qui représente, au sein de l'alliance, un véritable pôle de défense équilibrant le pôle américain. S'il est vrai que nous devons beaucoup à l'alliance américaine pour la sauvegarde des libertés en Europe, il n'en reste pas moins que l'Europe est tout aussi indispensable aux libertés américaines et que les Etats-Unis ne sauraient se passer de l'indépendance et de la liberté de l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez fait, dans la présentation de votre politique, quatre impasses, que vous n'avez bien sûr pas signalées, car c'est le propre des impasses qu'on les taise à ceux qui doivent vous juger.

La première concerne la protection sociale. Vous n'avez pas voulu traiter le problème de fond ; vous n'avez pas voulu toucher aux privilèges des syndicats. Je continue aussi de dénoncer le fait que le budget social de la nation, plus important que le budget de l'Etat lui-même, échappe totalement au contrôle de la représentation nationale. Il convient de rendre la protection sociale aux assurés et de dénoncer la

méthode que vous avez employée pour rétablir les équilibres, celle qui consiste à réduire les prestations de ceux qui ont cotisé.

Là encore, nous acceptons des charges qui ne sont pas moralement notre fait. Nous acceptons de prendre en charge beaucoup d'étrangers ou de familles étrangères, y compris des gens qui viennent tout exprès dans nos hôpitaux recevoir des soins extrêmement coûteux qui sont évidemment financés avec l'argent des Français et à leur détriment. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.] - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Vous avez fait aussi, monsieur le Premier ministre, une impasse sur la politique familiale. Non pas une impasse verbale, car c'est un des sujets qui permettent d'afficher de bonnes intentions, mais vous ne vous êtes pas attaqué à la réalité de la crise démographique de notre pays. Or c'est une des causes fondamentales de notre dévitalisation, une des causes fondamentales de notre décadence. C'est parce que nous ne faisons pas assez d'enfants que nous sommes et que nous serons de plus en plus menacés.

Il ne suffit pas de décrire le problème de la crise de la famille comme un problème de société pour le résoudre, ou pour éviter de le résoudre. Il faut apporter des solutions matérielles, parce que si l'homme ne vit pas seulement de pain et de vin, il en vit quand même un peu. Je connais bien des familles qui auraient eu plus d'enfants si on leur avait donné les moyens de les héberger dignement, mais elles se trouvent, à cause de votre législation qui ne tient pas compte de la préférence nationale, mises à l'écart par des familles étrangères qui ont toujours plus d'enfants qu'elles. Dans ces conditions, les logements H.L.M. sont, en fait, systématiquement attribués à des familles étrangères. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.] - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. Ce discours est une honte !

M. Jean-Marie Le Pen. Il conviendrait d'établir rapidement le revenu maternel. Il permettrait aux femmes qui le désirent, j'y insiste, de se consacrer à leur famille et on libérerait ainsi autant d'emplois.

Il faut aussi prendre en considération le désir légitime de ces femmes de se constituer une retraite ou d'intégrer leurs années de travail maternel ou familial dans le décompte de leur retraite.

Enfin, monsieur le Premier ministre, vous n'avez pas du tout traité le problème de l'immigration. Vous avez feint de croire qu'il se trouvait posé à l'intérieur du problème du code de la nationalité. Mais s'il est vrai qu'ils ont entre eux beaucoup de liens, l'un ne contient pas l'autre. Je rappelle, en effet, que si la règle est l'interdiction de l'entrée à nos frontières depuis 1974, le nombre des étrangers entrés en France depuis cette date a été d'un million et le nombre de ceux qui sont nés Français au sens du code d'un million également. C'est dire que les mesures qui ont été préconisées par le ministre de l'intérieur n'ont pas eu, et de loin, l'efficacité escomptée, puisque chacun sait que les gens qui sont reconduits à la frontière font un petit tour derrière la place et reviennent se présenter à un endroit plus favorable.

Je considère que le fait que le flux de l'immigration constitue et continuera de constituer l'une des questions les plus graves pour notre pays. Faire l'impasse sur ce sujet, c'est ne pas tenir compte de l'opinion publique telle qu'elle s'est manifestée, encore récemment, à Paris - au Zénith - ou à Marseille et telle qu'elle se manifesterait encore, j'en suis sûr, à Lyon, c'est-à-dire dans de grandes métropoles françaises, où ces problèmes se posent de façon aiguë.

M. Gérard Collomb. Les ratonnades !

M. Jean-Marie Le Pen. J'ai déjà souligné à cette tribune que le différentiel entre notre situation démographique et la pression démographique extérieure qui ne va cesser de croître pendant les vingt ou vingt-cinq prochaines années, créera des difficultés dramatiques. N'attendez pas, mes chers collègues, pour obliger le Gouvernement à poser le problème devant vous ! N'attendez pas, ou alors permettez au peuple français d'exprimer son sentiment !

M. Gérard Collomb. Démagogie !

M. Jean-Marie Le Pen. Serait-il donc démagogique...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Oui ! Oui !

M. Jean-Marie Le Pen. ... de soumettre au peuple français la question par référendum ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

Eh bien, moi, je crois à l'efficacité de la démocratie directe quand la démocratie indirecte et représentative - celle qui est la nôtre - n'a plus d'efficacité, il faut bien le reconnaître. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

M. Gérard Freulet. Comme en Suisse !

Un député du groupe socialiste. Ou au Chili !

M. Jean-Marie Le Pen. Enfin, vous avez opéré deux reculades importantes qui mettent en cause la crédibilité de votre gouvernement et de tous les gouvernements.

La première a concerné la loi Devaquet, déjà votée par le Sénat, que vous avez retirée, établissant ainsi la supériorité de l'ochlocratie, c'est-à-dire du gouvernement de la rue et de la foule, sur la démocratie, c'est-à-dire sur le gouvernement des représentants du peuple. Ce retrait, mes chers collègues de la majorité, a eu une conséquence à laquelle vous n'avez peut-être pas été tout à fait attentifs : dans la mesure où ce texte constituait la seule réforme de la situation établie par les socialistes, le Gouvernement a, de ce chef, accredité comme sienne l'ensemble de la politique socialiste en matière d'éducation. Il en est devenu l'héritier et forcément, puisqu'il ne l'a pas remise en cause, le responsable. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

Ensuite, en repoussant l'examen de la réforme du code de la nationalité, vous avez, monsieur le Premier ministre, frustré les Français de l'une des promesses les plus solennelles que vous ayez faites. Vous aviez en effet promis de veiller à ce qu'il n'y ait plus de possibilité d'acquisition automatique de notre nationalité.

Or nous souhaitons que la nationalité ne puisse être acquise que si on la souhaite, que si on la mérite - ce qui implique un certain contrôle des demandes - et que si l'on en manifeste le désir par une demande formulée d'une manière solennelle et accompagnée de la renonciation à la nationalité d'origine.

L'exemple de la manifestation considérable et pacifique - je le dis - qui s'est déroulée à Marseille en est bien une preuve. A ce propos je tiens à dénoncer ici la désinformation dont ce pays est malheureusement la victime, comme, trop souvent, notre mouvement. S'il y a eu une responsabilité à Marseille, c'est peut-être celle du préfet qui a estimé que l'on pouvait faire défiler plusieurs dizaines de milliers de personnes sans présence policière dans un quartier à majorité immigrée.

M. Laurent Cuthala. Provocateur !

M. Jean-Marie Le Pen. Ce défilé s'est déroulé sans aucun incident bien qu'il ait croisé des centaines et des centaines d'immigrés. C'est seulement une attaque délibérée d'un groupe de contre-manifestants qui a provoqué des incidents puis l'intervention de la police. Elle a donc été à l'origine des quelques blessés qui ont été présentés à la une aussi bien des journaux écrits que des journaux télévisés.

M. le président. Monsieur Le Pen, je vous demande de bien vouloir conclure.

M. Jean-Marie Le Pen. Je conclus, monsieur le président, en vous remerciant de votre indulgence et en remerciant l'Assemblée de sa patience. Il ne saurait y avoir de redressement national sans la participation du peuple - d'abord de la majorité, qui s'est manifestée - mais d'un peuple informé. Or le peuple de France est systématiquement désinformé par nombre d'organes d'information dont certains, monsieur le Premier ministre, dépendent de vous mais vous ne les dirigez pas. Alors que les médias télévisés et qu'un média radiophonique au moins relèvent de votre autorité, vous les laissez faire une politique qui n'est pas celle de la France.

Vous eussiez sans doute réussi, monsieur le Premier ministre, mais pour cela il eût fallu être le Cid. Hélas ! Hélas ! Hélas ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Front national [R.N.]*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Messmer.

M. Pierre Messmer. Monsieur le Premier ministre, le groupe du Rassemblement pour la République votera la confiance que vous nous demandez. (*Ah ! sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Raymond Douyère. C'est un scoop !

M. Pierre Messmer. Il n'y a pas de suspense. Avec nous, les choses sont claires.

Nous avons de bonnes raisons de le faire puisque, depuis un an, nous avons soutenu la politique du Gouvernement et que nous approuvons ses projets pour l'avenir.

Ensemble, nous avons pris des engagements devant les électeurs. Avec vous, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour les tenir.

Il fallait assurer le fonctionnement des institutions de la V^e République, dans des conditions nouvelles, difficiles, que certains jugeaient impraticables et dont nous souhaitons d'ailleurs qu'elles ne se prolongent pas au-delà du printemps de 1988. *(Applaudissements sur les bancs des groupes R.P.R. et U.D.F.)*

Vous l'avez fait, monsieur le Premier ministre, aussi bien que possible.

Ensemble, nous avons conforté ces institutions en rétablissant l'élection des députés au scrutin majoritaire uninominal à deux tours, redonnant ainsi à notre démocratie la logique de fonctionnement voulue par le général de Gaulle. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe du R.P.R.)*

M. Jean-Hugues Colonna. Applaudissements timides !

M. Pierre Messmer. Le redressement économique du pays a été bien conduit.

Dans un premier temps, vous avez fait disparaître les freins et les carcans mis en place ou maintenus par le gouvernement socialiste. Nous avons dénoué les liens qui entravaient les initiatives, afin de construire sur les bases de la concurrence et de la liberté.

L'inflation est maîtrisée, alors que la liberté a été rendue aux prix. Le déficit des finances publiques a été réduit, la dette extérieure publique remboursée, alors que la liberté est rendue aux changes. Les grands équilibres sont progressivement rétablis, alors que les impôts sont diminués, ainsi que les charges pesant sur les entreprises.

M. Christian Baeckeroot. Ça, c'est la meilleure !

M. Pierre Messmer. Les premières privatisations ont été un succès, reconnu même par ceux qui en avaient prédit l'échec, et qui a dépassé les estimations les plus optimistes. Après que le produit de ces dénationalisations aura servi à rembourser les dettes accumulées par vos prédécesseurs, nous espérons qu'une part en sera affectée à des investissements qui préparent l'avenir.

D'une manière générale, vous avez voulu redonner aux Français l'espoir, le goût de l'effort et l'esprit d'initiative indispensables pour que la France réussisse dans une compétition internationale impitoyable. Le réalisme et l'action se sont substitués aux bonnes intentions et aux incantations.

Réalisme dans l'approche des problèmes sociaux, en particulier pour ce qui concerne le travail, le chômage et la sécurité sociale. Il est bon, monsieur le ministre des affaires sociales et de l'emploi, que le Gouvernement ait l'honnêteté et le courage d'expliquer aux Français la gravité des menaces qui pèsent sur notre système de protection sociale et propose aux responsables d'en débattre. Nous n'avons pas pu diminuer le chômage. C'est un fait. Mais, en 1986, et pour la première fois depuis longtemps, plus d'emplois ont été créés en France qu'il n'en a été perdu.

M. Guy Vadepied. Ce n'est pas vrai !

M. Pierre Weisenhorn. Mais si !

M. Pierre Messmer. D'ailleurs, le bilan de nos prédécesseurs - une augmentation de 35 p. 100 du nombre des demandeurs d'emploi en cinq ans - devrait inciter à la modestie ceux qui aujourd'hui critiquent le Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. François Grussenmeyer. Il n'y a que la vérité qui blesse !

M. Pierre Messmer. L'action en faveur des jeunes a été développée. S'ajoutant à ce qui était déjà en place, le plan « Jeunes » du Gouvernement a permis d'embaucher, en quelques mois, une classe d'âge entière, c'est-à-dire près d'un million de personnes.

M. Roland Huguet. Au détriment des autres !

M. Pierre Messmer. Des efforts exceptionnels ont été consentis en faveur des chômeurs de longue durée, ainsi que pour nos agriculteurs qui avaient été successivement attaqués puis oubliés.

Enfin, pour ce qui concerne l'aménagement du temps de travail, retardé depuis près de six mois par des artifices de procédure, nous sommes persuadés que la ligne du Gouvernement est la bonne. Une reprise de l'embauche sera aidée par plus de souplesse et de liberté rendues aux employeurs et aux salariés.

Réalisme aussi dans les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des Français en menant une lutte plus efficace contre les crimes et délits de droit commun et contre le terrorisme. Dans ce domaine, les succès du Gouvernement sont suffisants pour qu'ils se passent de longs commentaires. En un an, la criminalité a baissé : on dit que c'est de 8 p. 100, mais on dit aussi que, dans le métro parisien, ce serait de 33 p. 100, ce qui a tout de même quelque signification.

Notre coopération avec les gouvernements voisins et amis - République fédérale d'Allemagne, Italie, Espagne - a été renforcée et est enfin devenue efficace. Le réseau Action directe, dont les membres avaient pu arpenter impunément les rues de nos villes et se reposer paisiblement dans les campagnes, est en voie de démantèlement, ainsi que ses ramifications internationales. *(Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur quelques bancs du groupe U.D.F.)*

Dans le même temps, les réseaux étrangers implantés de longue date sur notre territoire, sont pourchassés et démantelés. Sans doute, avons-nous entendu M. Le Pen regretter qu'ils ne le soient pas plus, mais c'est déjà un progrès parce que, pendant des années et des années, les membres de réseaux étrangers n'étaient jamais arrêtés.

M. Jean-Claude Gaudin. Bien !

M. Pierre Messmer. Presque tout ce qui a été fait depuis un an était nécessaire. Je n'en veux qu'une preuve : personne ne propose de revenir en arrière sur l'essentiel de votre action. Qu'il s'agisse de la privatisation, de la libération des prix, des allègements fiscaux, de la liberté des changes, ou des mesures mises en œuvre pour améliorer la sécurité, l'opposition ne peut qu'acquiescer à voix basse ou se taire, parce qu'elle n'a rien d'autre à proposer.

On me répliquera que les désaccords ne manquent pas et qu'on le constatera dès que le débat sera ouvert sur des projets précis. Je réponds que, pour la majorité, votre politique, parce qu'elle est cohérente, est un ensemble indissociable.

S'agit-il de sécurité ? La police réussit à faire reculer la délinquance. Elle arrête des groupes de terroristes. Mais, tôt ou tard, ici et là, il lui arrive de connaître des échecs et même de commettre des erreurs. Les félicitations dont on la comble un jour - et venant du plus haut niveau de l'Etat - compensent-elles les attaques dont on l'accable la veille et le lendemain ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)* Pourtant, c'est la même police, sous l'autorité du même ministre de l'intérieur.

S'agit-il du logement ? La loi qui porte le nom de M. Méhaignerie, son auteur, a été critiquée tantôt pour les libertés excessives qu'elle accorde, tantôt pour celles qu'elle refuse.

S'agit-il d'économie ? L'indice des prix du mois de janvier a été mauvais, celui de février meilleur. C'est le même ministre de l'économie appliquant la même politique.

M. Balladur est félicité par les contribuables lorsqu'il diminue les impôts...

M. René Drouin. Il augmente les charges sociales !

M. Pierre Messmer. ... mais ce sont souvent les mêmes qui le critiquent et qui se plaignent des économies budgétaires. C'est pourtant le même budget, préparé par le même ministre et approuvé, voté par la même majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Ceux qui distribuent des bons points le dimanche et des mauvais points le lundi, qui s'attribuent le mérite des succès et rejettent sur le Gouvernement ou sur d'autres la responsabilité des échecs, ne sont ni justes ni raisonnables. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

Je le répète, la politique du Gouvernement est un ensemble que l'on approuve ou que l'on censure, mais que l'on ne découpe pas en tranches.

Quant à nos opposants, s'ils ont des propositions pour aider à résoudre les problèmes du pays, il est de leur devoir de les faire connaître, sans attendre un très hypothétique retour au pouvoir. *(Très bien ! et applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. Murmures sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. René Drouin. Là vous vous trompez !

M. Pierre Messmer. Il est bon que le Gouvernement ait réaffirmé et consolidé la position de la France à l'extérieur. Dès cette année, un accroissement de crédits, substantiel et nécessaire, a été accordé à la défense. La coopération plus étroite avec nos alliés que chacun réclame mais que, jusqu'à maintenant, personne n'a véritablement réussie, en sera facilitée, car on coopère toujours plus volontiers avec ceux qui ont quelque chose à offrir.

Vous avez réussi à apurer le contentieux qui nous opposait à la Nouvelle-Zélande à propos de la lamentable affaire du *Greenpeace*, dont il est vrai M. Fabius alors Premier ministre ne savait rien ! *(Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

Au Tchad, pour la première fois, une intervention a abouti, sans effusion de sang français, à faire reculer l'armée libyenne. Les Etats d'Afrique noire qui sont nos amis en ont été rassurés et leur confiance en nous, confortée. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et sur plusieurs bancs du groupe U.D.F.)*

Devant ces résultats, dont nous vous félicitons, combien paraît dérisoire la querelle, maintenant presque oubliée, sur le refus d'autoriser le survol de la France par les avions américains allant bombarder Tripoli !

Pourtant en un an les difficultés n'ont pas manqué. Le projet de loi universitaire, mal compris, insuffisamment expliqué ou présenté au mauvais moment, a servi de révélateur au malaise étudiant. Vous avez eu, monsieur le Premier ministre, la sagesse de pratiquer l'apaisement pour rassurer les étudiants et les lycéens dont l'inquiétude sincère offrait un terrain de manœuvre à ceux qui voulaient l'exploiter.

Face aux grèves corporatistes de la S.N.C.F. et de E.D.F., survenues en plein hiver comme pour en accentuer la dureté, vous avez refusé que des egoïsmes catégoriels remettent en cause l'effort de redressement consenti par l'ensemble des Français. Céder aux revendications qui étaient parfois compréhensibles des salariés des services publics aurait eu la conséquence désastreuse de relancer l'inflation et d'augmenter le chômage.

La France a de difficiles défis à relever. Le contexte international n'est pas favorable : valse du dollar et des prix du pétrole, poussées protectionnistes de toutes sortes, endettement catastrophique du tiers-monde ne nous permettent pas d'espérer raisonnablement une croissance économique importante, en tout cas supérieure à 2 p. 100 en 1987. Il faut en tirer les conséquences.

Notre pays doit aborder résolument les grandes mutations technologiques de cette fin de siècle, dans les domaines de l'atome, de l'aéronautique et de l'espace, de l'informatique, de la médecine et de la biologie. Vous avez donc raison, monsieur le Premier ministre, de renforcer les moyens de nos chercheurs.

Pour obtenir des résultats, je demande au Gouvernement de donner la priorité aux programmes bien ciblés tels que les nouveaux Airbus, le navette Hermès, la lutte contre le sida, de préférence à ces vagues espaces de recherche mal définis, du style Eureka où, contrairement à ce que laisse croire le titre, on ne trouve rien parce qu'on cherche tout. *(Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur plusieurs bancs du groupe U.D.F.)*

M. René Drouin. Anti-Européen !

M. Pierre Messmer. Non, je suis simplement contre le mauvais usage de l'Europe !

M. René Drouin. Vous trompez la recherche !

M. Pierre Messmer. La recherche n'est pas seulement un exercice intellectuel. C'est une condition de la compétitivité et du progrès. On ne doit jamais l'oublier.

En même temps, avec prudence mais aussi détermination, nous devons, vous devez aborder des problèmes de société importants, car ils nous concernent tous, et délicats, car ils ne procèdent pas des traditionnels clivages politiques : dénatu-

rité, sauvetage de notre éducation, lutte contre la toxicomanie, participation des salariés dans l'entreprise, avenir de l'agriculture, immigration et j'en passe !

Je n'aborderai que deux de ces problèmes.

Le plus important est celui de la natalité. Je regrette, monsieur le Premier ministre, que vous n'en ayez pas parlé ; j'espère que vous en traiterez dans votre réponse, car le groupe du R.P.R. dans son ensemble est fermement attaché non seulement à une politique familiale que vous menez à notre satisfaction, mais aussi, osons le dire avec Michel Debré, à une politique nataliste qui doit faire appel à de grands moyens. *(Applaudissements sur les bancs du groupe R.P.R., sur plusieurs bancs du groupe U.D.F. et sur quelques bancs du groupe Front national [R.N.])*

Je n'étudierai pas la question du projet de loi sur le code de la nationalité. Tout en regrettant que le Gouvernement ne s'en soit pas avisé plus tôt, nous comprenons qu'il ait éprouvé le besoin, dans une affaire aussi sensible, de s'informer complètement,...

M. Jean-Paul Séguela. Très bien !

M. Pierre Messmer. ... d'expliquer et de rechercher un accord aussi large que possible, dépassant les limites de sa majorité parlementaire.

Mais qu'il soit bien clair, monsieur le Premier ministre, que si nous approuvons le délai supplémentaire que vous avez demandé et qui est sans doute nécessaire, celui-ci ne signifie pas pour nous la fermeture du dossier. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

Vous avez annoncé les tâches qui nous attendent.

Dès demain, nous examinerons le projet de loi de programme militaire qui détermine notre défense jusqu'à l'an 2000.

Ensuite, nous nous prononcerons sur l'organisation d'un référendum en Nouvelle-Calédonie, où le seul moyen de sortir d'une incertitude dangereuse est de recourir sans plus attendre à la procédure gaulliste de l'autodétermination. *(Applaudissements sur les bancs du groupe du R.P.R. et sur divers bancs du groupe U.D.F.)*

Aussitôt après, nous discuterons le projet de loi sur l'épargne qui tend, par un ensemble de mesures techniques, à encourager le développement de l'épargne base de l'investissement.

Par la suite, il nous faudra réexaminer les textes que nous connaissons bien sur l'aménagement du temps de travail. Nous y sommes d'autant plus attachés qu'ils nous paraissent indispensables pour lutter efficacement contre le chômage.

Quant aux prisons, personne ne conteste qu'elles sont, pour la plupart, dans un état d'extrême saturation et parfois de délabrement. Le bon fonctionnement de la justice - car c'est de cela qu'il s'agit - exige qu'il soit remédié au plus vite à cet état de fait. Le garde des sceaux propose un système qui fait appel au secteur privé pour assurer certains services. Les critiques qu'on lui adresse auraient plus de force si elles s'accompagnaient de sérieuses contrepropositions.

Au cours de la session, le travail ne nous manquera pas. C'est plutôt la surcharge, mes chers collègues, qui nous menace...

M. François Grussenmeyer. Très bien !

M. Pierre Messmer. ... et nous n'entrerons pas, monsieur le Premier ministre, dans les polémiques ni dans les discussions inutiles.

Vous demandez que notre vote soit clair. Il le sera.

Vous demandez qu'il signifie que nous approuvons le passé et que nous acceptons votre programme pour les prochains mois.

La confiance que nous vous voterons ce soir, franche et massive, nous vous la devons, parce que vous avez gouverné depuis un an en accord avec votre majorité.

Nous vous la confirmons, parce que nous savons que vous emploierez l'année qui nous sépare de l'élection présidentielle à bien travailler pour la France. *(Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. le Premier ministre. Mesdames, messieurs les députés, je tiens tout d'abord à exprimer mes remerciements aux deux éminents représentants de la majorité qui, l'un comme l'autre, ont assuré le Gouvernement du soutien de leur groupe.

M. Gaudin a soulevé de nombreux problèmes ; j'en retiendrai deux ou trois.

D'abord, le Gouvernement a parfaitement conscience des dangers que pourrait impliquer une évolution, qui ne serait pas suffisamment contrôlée, des négociations Est-Ouest de Genève entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Si ce que l'on a appelé l'« option zéro », c'est-à-dire le retrait d'Europe des missiles à moyenne portée dits F.N.I., présente incontestablement l'avantage de marquer une réduction du danger nucléaire - réduction faible par rapport aux arsenaux en présence des différents Etats - si elle s'inscrit dans la logique des décisions prises en 1979 par le conseil de l'Atlantique-Nord, il n'en reste pas moins que cette opération suppose à l'évidence un exercice extrêmement complexe et délicat pour s'assurer que ce désarmement est bien simultané, contrôlé et vérifié. Cette vérification serait, je le note au passage, plus difficile, dans l'hypothèse où chacune des deux parties conserverait une centaine de fusées, pointées les unes vers l'Asie, les autres vers l'Amérique, donc loin du théâtre européen, mais qui justifieraient, par leur seule existence, le maintien de chaînes de fabrication et, par conséquent, rendraient plus difficile un véritable contrôle de la disparition effective de ces engins.

J'ajoute que l'existence en Union soviétique d'un nombre très considérable d'engins à courte portée - les Soviétiques en ont entre sept et huit fois plus que les Occidentaux - crée un danger de contournement par le bas d'un accord sur les engins à moyenne portée, danger qui doit être également maîtrisé. En effet, rien ne serait plus préoccupant qu'un processus qui, par petits pas, conduirait à une dénucléarisation de l'Europe, qui ne serait qu'une étape vers une neutralisation de l'Europe, objectif qui a toujours été celui de la diplomatie soviétique et, pour dire la vérité, de la diplomatie russe. Nous ne pourrions accepter une telle situation ; sans parler de la disparité considérable qui existe entre les forces conventionnelles et chimiques du Pacte de Varsovie et celles des Occidentaux.

Je me suis entretenu au fond de ces questions avec les responsables américains au plus haut niveau lors de mon récent voyage à Washington, d'où je suis revenu relativement rassuré. J'ai d'ailleurs clairement marqué la position de la France en soulignant un phénomène nouveau et encourageant.

En effet, d'une part, l'opinion publique et les forces politiques françaises partagent un sentiment identique en la matière, ce qui donne à notre pays une force et une crédibilité considérables mais exige, si on est responsable, d'éviter tout risque de mettre en cause par la polémique ce consentement général que nous sommes la seule grande nation occidentale et démocratique à avoir.

D'autre part, si je me réfère aux différents contacts que j'ai eus avec les chefs de gouvernement européens - c'est d'ailleurs peut-être un acquis de la conférence de Reykjavik - l'approche des problèmes du désarmement au sein de l'Europe communautaire n'a jamais été aussi convergente, ce qui, bien entendu, donne à cette position européenne une force qu'elle n'aurait pas s'il y avait division dans l'appréciation du problème.

Ces considérations me conduisent non pas à perdre toute vigilance, mais à exprimer un avis plutôt rassuré.

C'est la même réponse que je voulais faire à M. Pierre Messmer, dont chacun connaît dans ce domaine à la fois le souci et la compétence.

M. Gaudin, mandaté par l'ensemble des présidents de région, a parlé des lycées.

Chacun sait que votre assemblée a adopté, lors du dernier débat budgétaire, un amendement, devenu l'article 98 de la loi de finances, qui confie à la commission d'évaluation des charges une étude sur la situation actuelle et les perspectives des équipements scolaires du second cycle du second degré.

Cette procédure doit être menée à son terme de telle sorte que nous disposions d'éléments de jugement qui soient incontestables. En effet, à quelles questions faut-il répondre ?

Nous devons, tout d'abord, apprécier dans quel état se trouve réellement le patrimoine scolaire qui a été transféré aux régions. On a dit que certains lycées ou collèges étaient très fortement dégradés. La commission d'évaluation des charges est saisie de ce problème.

Nous devons ensuite bien mesurer l'incidence des évolutions démographiques qui affectent la population scolaire ; les lycées doivent accueillir chaque année entre 60 000 et

70 000 élèves supplémentaires. Certes, une meilleure utilisation des capacités existantes et les crédits de la dotation régionale d'équipement scolaire permettent de résoudre en partie ce problème. Je reconnais néanmoins bien volontiers que les perspectives démographiques rendent nécessaire un effort particulier, notamment dans certaines régions. C'est un second domaine de réflexion pour la commission d'évaluation des charges : état des établissements, problème de la démographie.

Je ne veux pas préjuger aujourd'hui les résultats de l'étude confiée à cette commission, mais je peux vous dire que le Gouvernement est attentif à ces questions. Au terme de ce travail, dont nous aurons les résultats très bientôt, s'il apparaît que la charge supplémentaire ne peut être supportée par les régions et qu'un appel à la solidarité nationale se justifie, eh bien ! nous déciderons, en étroite concertation avec les élus, bien entendu, notamment les présidents de régions, des dispositions à prendre pour, le cas échéant, déroger - car il s'agira bien d'une dérogation - aux lois de décentralisation.

Voilà ce que je voulais vous répondre sur ce point. Nous ne laisserons pas se maintenir une situation qui ne serait pas supportable pour les régions. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Je voudrais dire à M. Messmer que j'ai été sensible aux propos qu'il a tenus sur deux questions qu'il a, entre autres, traitées : la recherche et la natalité.

S'agissant de la recherche, je tiens à ce qu'il sache que notre effort se manifeste par le fait que le projet de loi de finances pour 1988 retiendra parmi ses très rares priorités - et ce sera probablement la première - la recherche...

M. René Drouin. Après avoir reculé !

M. le Premier ministre. ... à la fois la recherche publique et l'incitation à la recherche privée. En effet, chacun sait que si, en termes de recherche publique, nous nous situons à un niveau à peu près équivalent à celui des pays comparables au nôtre, nous avons, en revanche, en termes de recherche privée, un retard considérable et préjudiciable à notre économie.

Ce retard ne s'explique pas par la volonté qu'auraient nos entreprises de ne pas consacrer les efforts nécessaires à la recherche mais tient simplement à la dégradation de leur situation financière au fil des ans, qui ne leur permettait pas d'affecter à la recherche les crédits que des entreprises en meilleure santé financière, d'Allemagne ou d'autres pays, pouvaient y consacrer.

M. René Drouin. Tout à fait !

M. le Premier ministre. Il faut donc à la fois un effort dans le domaine de la recherche publique et une incitation importante pour la recherche privée.

S'agissant des programmes ciblés, je pense en particulier à ceux qui touchent à l'aéronautique et l'espace, mais il en est d'autres. Un effort très substantiel a été engagé par le Gouvernement pour la lutte contre le S.I.D.A., à l'initiative du ministre de la santé. Il verra ses effets amplifiés par l'accord qui vient d'être signé entre le département de la santé américain et l'institut Pasteur, accord qui permettra une meilleure coordination des efforts des chercheurs des deux meilleures équipes mondiales actuelles, la française et l'américaine.

D'autres cibles doivent naturellement être privilégiées.

Le deuxième thème que M. Messmer a évoqué nous préoccupe beaucoup, c'est celui de la natalité. Je disais l'autre jour que la France était de ce point de vue dans une situation moins mauvaise que celle de certains de ses partenaires européens. Ce n'est certainement pas une consolation car cette situation est très préoccupante et mérite que tout soit mis en œuvre pour la redresser. C'est d'ailleurs dans cet esprit que la politique familiale a connu dans le budget de 1987, et connaîtra à nouveau, une priorité substantielle qui a d'ailleurs été saluée par les organisations familiales. Les moyens mis à la disposition de nos familles ont connu une augmentation significative. Priorité a été donnée à l'aspect démographique des aides. Notre effort en ce sens se poursuivra au cours de l'année 1988 et les années suivantes.

M. Le Pen évoquant la diminution de la fiscalité a prétendu que nous n'avions rien fait, ce qui naturellement ne correspond pas à la réalité. Je n'ouvrirai pas de bataille de chiffres bien entendu...

M. Christian Beckeroot. C'est dommage !

M. le Premier ministre. ... car c'est bien mal connaître les simples documents budgétaires que de contester le fait que les impôts ont diminué dans notre pays.

M. Jean-Claude Martinez. Les prélèvements sociaux ont augmenté !

M. le Premier ministre. Cette diminution se poursuivra pour la simple raison qu'elle est un élément essentiel d'une stratégie consistant à redonner à nos entreprises la vigueur nécessaire pour qu'elles puissent tenir leur place dans la compétition à laquelle elles sont confrontées dès aujourd'hui mais le seront surtout dans quelques années.

M. René Drouin. Les cotisations sociales augmentent !

M. le Premier ministre. M. Le Pen a évoqué aussi les problèmes de sécurité, considérant que les efforts faits étaient insuffisants. Je lui laisse la responsabilité de cette affirmation. Moi, je tiens depuis cette tribune, quoi qu'il en pense, à dire à nos forces de police toute l'estime et l'admiration que j'ai pour l'extraordinaire travail qu'elles ont accompli depuis quelques mois avec conviction et enthousiasme, malgré toutes les difficultés. Chacun a pu en voir les résultats, notamment pour ce qui concerne les réseaux terroristes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

S'agissant du code de la nationalité, j'ai par avance répondu, dans mon propos de tout à l'heure, à ce qu'a dit M. Le Pen.

Quant à M. Fabius...

Un député du groupe du R.P.R. Il n'a rien dit !

M. Philippe Auberger. Il n'est plus là !

M. Roger Corréze. Il est parti boire un coup avec Knobelpiess !

M. le Premier ministre. ... il n'est plus là, mais enfin, je vais quand même dire quelques mots au sujet de son intervention, certains de ses amis étant encore présents.

D'abord, je conçois parfaitement les contrariétés qui ont été les siennes *(Sourires sur les bancs du groupe du R.P.R.)*, du fait des manifestations, parfois un peu bruyantes, que certains de ses propos ont suscitées sur les bancs de la majorité.

M. Robert-André Vivien. On a honte, monsieur le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Il est venu s'en plaindre à moi, en descendant de la tribune, comme si j'y étais pour quelque chose ! *(Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. Philippe Auberger. C'est le petit rapporteur !

M. le Premier ministre. Je voudrais simplement lui indiquer que lorsque j'étais, un peu avant lui, à cette tribune, j'ai eu beaucoup de mal à délivrer de façon audible mon propre message...

M. Jacques Médecin. Exact !

M. Laurent Cathala. C'est une session de rattrapage ?

M. le Premier ministre. ... en raison du concert un peu intempestif que m'a réservé une opposition qui n'a rien perdu de son sectarisme ni de sa propension aux interruptions permanentes. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)* Je n'ai cependant pas cru devoir m'en plaindre, mais peut-être aurais-je dû le faire, notamment auprès de M. le président.

M. Guy Bêche. Personne ne vous a écouté, même pas votre majorité !

M. le Premier ministre. M. Fabius a évoqué un ensemble d'éléments pour qualifier la situation économique, dont je dirai simplement que je les récuse en bloc.

M. Jacques Médecin. Très bien !

M. le Premier ministre. Je ne pourrai pas naturellement entrer dans le détail. *(Oh ! sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)* Je donnerai seulement un seul exemple *(Mêmes mouvements)*, deux ou trois, si vous insistez. *(Sourires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

L'exemple typique, qui d'ailleurs, je dois le dire, a été repris par M. Lajoinie, consiste à dire : on assiste à un affaiblissement de la lutte contre la fraude fiscale, ce qui laisse entendre une sorte de connivence sournoise entre le Gouvernement - sa majorité, pourquoi pas ? - et les fraudeurs.

Je précise simplement à M. Fabius qu'en 1986 le nombre des vérifications a augmenté d'un peu plus de 8 p. 100 par rapport à 1985 et que le montant des droits rappelés a crû de 6,4 p. 100.

M. Robert-André Vivien. Et voilà !

M. le Premier ministre. Il ne suffit pas d'affirmer de façon incantatoire des contrevérités pour s'inscrire dans le droit fil de la responsabilité politique. Lorsqu'on a assumé les responsabilités de Premier ministre de la France *(Rires et applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*, on se doit, cela va de soi, de vérifier ses affirmations avant de les asséner. *(Applaudissements sur les mêmes bancs.)*

M. René Drouin. Et le chômage ? Parlez-en !

M. le Premier ministre. M. Fabius a cru également devoir faire de l'esprit *(Exclamations sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)* ou plus exactement - le mot est excessif, je le reconnais - a cru devoir critiquer la Commission nationale de la communication et des libertés...

M. Alain Bonnet. Vous avez bien critiqué Michèle Cotta !

M. le Premier ministre. ... en sous-entendant que les décisions de ses membres étaient motivées par des raisons politiques.

Je rappelle que la Commission nationale de la communication et des libertés a été créée par la loi. Ses membres ont été désignés conformément à ce que prévoyait la loi. C'est une institution de la République qu'aucun responsable, sauf s'il veut simplement se livrer à une polémique, n'est fondé à critiquer.

M. René Drouin. C'est une annexe du P.P.R. !

M. le Premier ministre. Que la polémique soit développée par des politiciens, je le veux bien. Mais quelqu'un - et je le dis clairement à l'ancien Premier ministre de la France comme à l'ancien ministre de la culture de la France - qui a assumé des responsabilités n'a pas le droit de critiquer une institution légale, républicaine. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)*

M. René Drouin. C'est une annexe du R.P.R. !

M. René Souchon. Vous ne vous en êtes pas privé !

M. le Premier ministre. Il y a eu, avant la Commission, une Haute Autorité.

M. René Drouin. C'était mieux !

M. Alain Bonnet. Vous l'avez critiquée !

M. le Premier ministre. Chacun connaît les conditions des nominations. Elles étaient parfaitement légales. Les membres de cette Haute Autorité étaient désignés, comme il se devait, par le Président de la République, par le président du Sénat et par le président de l'Assemblée nationale. Quelqu'un m'a-t-il entendu ou a-t-il entendu un ancien membre du gouvernement critiquer cette institution ?

M. René Drouin. Toubon !

M. le Premier ministre. Jamais ! Nous avons toujours tenu à lui rendre hommage *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)* - *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)*, non pas eu égard aux hommes, mais simplement par respect pour l'institution.

M. Robert-André Vivien. Très bien !

M. Jacques Médecin. Même moi, je n'ai rien dit !

M. le Premier ministre. Et je pourrais étendre ce constat à d'autres institutions. Je considère qu'il n'est pas convenable ni responsable de mettre en cause les institutions de la République.

M. Guy Bêche. Ce sont des mots !

M. le Premier ministre. Je ne l'ai jamais fait et j'attends que ceux qui ont exercé des responsabilités dans ce domaine aient la même attitude. *(Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.)* - *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Oui, monsieur Lang, c'est vrai également pour vous !

M. Jack Lang. C'est vrai aussi pour le garde des sceaux à l'égard du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat !

M. Jean-Louis Goasdouff. Ayez un peu d'éducation, monsieur !

M. le Premier ministre. M. Fabius a également évoqué les difficultés que pourrait éprouver la France pour rattraper l'Allemagne. Pendant des années et des années, avant bien entendu que les socialistes ne soient au pouvoir, la France a eu un taux de croissance supérieur à celui de l'Allemagne. Cela a duré quinze ans. Il n'y a aucune raison pour que les qualités qui furent les nôtres, même si elles ont été émoussées par la gestion qui a été si clairement condamnée par nos compatriotes au mois de mars 1986, ne nous permettent pas aujourd'hui de faire aussi bien que par le passé. C'est cela notre ambition ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. René Drouin. La situation a empiré !

M. le Premier ministre. Nous, nous ne faisons pas de petits calculs médiocres qui n'ont strictement aucun sens et qui tendent à nous démontrer que, pour atteindre le niveau allemand, il nous faudrait avoir un taux de croissance de 17 p. 100.

M. Roland Dumas. Eh oui !

M. le Premier ministre. Quelle signification cela a-t-il ? Si nous savons, oui, retrousser nos manches, si nous savons, oui, travailler collectivement et solidairement, alors, oui, il ne nous faudra pas plus de cinq ans pour avoir une puissance économique égale ou supérieure à celle de l'Allemagne. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*) Je lisais l'autre jour, sous la plume de l'un des meilleurs économistes américains...

M. René Drouin. M. Barre n'est pas là !

M. le Premier ministre. ... qui a été secrétaire-adjoint au Trésor, qui connaît remarquablement bien l'Europe et qui, lui, ne faisait pas dans le petit et le médiocre, ...

M. René Drouin. Comme vous, ce soir !

M. le Premier ministre. ... que la France, si elle poursuivait sur la voie qui était la sienne aujourd'hui, aurait dépassé l'Allemagne avant cinq ans. J'en suis persuadé. Et c'est cela notre ambition. Nous n'hésitons pas, nous, à l'affirmer et nous ne considérons pas qu'elle soit hors d'atteinte pour l'effort national.

Voilà ce que je voulais dire aussi à M. Fabius.

Mais là où j'ai été peiné, c'est lorsque je l'ai entendu parler de l'agriculture... (*Rires sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. René Drouin. Vous faites de l'auto-excitation !

M. le Premier ministre. J'ai envie de dire, s'agissant des socialistes : pas vous, pas ça ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

M. René Souchon. Et pourquoi ?

M. le Premier ministre. Parce que s'il y a vraiment un domaine où les socialistes ont toujours eu beaucoup de difficultés à maîtriser leur réflexions, s'il y a un domaine où ils ont eu toujours beaucoup de difficultés à prendre la réalité en considération...

M. René Souchon. Ce n'est pas vrai ! Allez voir sur le terrain !

M. le Premier ministre. ... c'est bien celui de l'agriculture, probablement d'ailleurs parce qu'ils ont toujours considéré que les agriculteurs étaient généralement peu ouverts aux thèses de leur parti, et par conséquent un cheptel électoral encombrant et peu intéressant.

M. Jean-Louis Goasdouff. Très bien !

M. le Premier ministre. Cela a toujours été la position du parti socialiste, à quelques exceptions près bien entendu, je veux parler de ceux qui représentaient certaines régions agricoles. Je rappellerai seulement que c'est pendant la gestion socialiste que la France, dans le domaine de la politique agricole commune, a pratiquement abandonné toutes ses posi-

tions à Bruxelles, n'a pas défendu les intérêts nationaux. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est faux !

M. René Souchon. Vous, vous vendez la France aux Etats-Unis !

M. le Premier ministre. Il me serait très facile de citer de nombreux exemples : l'adoption des quotas laitiers et d'une politique tendant à admettre les réductions quantitatives de production ; le refus de se battre pour obtenir les protections communautaires nécessaires, notamment pour les matières grasses d'origine végétale ; l'incapacité à faire en sorte que l'intervention sur le marché de la viande se déroule correctement ; à accepter un certain nombre de modifications des règlements dans ce domaine - je pense au règlement ovin - (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste*), à améliorer la situation de la production porcine et même à la faire prendre en considération. Je pourrais longuement développer ces thèmes mais ce n'est pas, comme me le dit le président, nécessaire. En tout cas, compte tenu de l'héritage que nous avons trouvé...

M. René Souchon. C'est facile !

M. le Premier ministre. ... je trouve un peu « culotté » de la part d'un représentant de l'ancienne majorité de venir nous donner des leçons alors qu'aujourd'hui nous sommes obligés de remonter, difficilement, sur le plan intérieur comme sur le plan européen, une pente sur laquelle cette ancienne majorité s'est laissée systématiquement glisser. (*Applaudissements sur les bancs des groupes du R.P.R. et U.D.F. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. André Laignel. Qu'est-ce que vous avez fait pour le mouton ?

Un député du groupe socialiste. Et pour les prix ?

M. le Premier ministre. J'ai écouté avec attention M. Lajoinie qui a procédé plus d'ailleurs, je dois dire, par affirmations que par interrogations. Je n'ai donc pas une grande réponse à lui faire. Il sait, en effet, fort bien que je ne saurais en aucun cas adopter les thèses qui sont les siennes. Je voudrais simplement lui dire que j'ai été surpris de la conviction avec laquelle il affirmait que notre majorité et notre Gouvernement n'avaient plus la confiance...

M. André Laignel. Il suffit de vous regarder !

M. le Premier ministre. ... de l'immense majorité du pays.

M. Jack Lang. C'est vrai !

M. le Premier ministre. S'agissant d'un représentant du parti communiste, il a parlé en expert d'érosion de la confiance, je veux bien le reconnaître, mais il ne m'a pas convaincu ! (*Applaudissements et sourires sur les bancs du R.P.R. et U.D.F.*)

Un député du groupe socialiste. Ne parlez pas trop vite !

M. le Premier ministre. Mesdames, messieurs, je vais conclure là.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Encore ! Encore !

M. le Premier ministre. En m'adressant à notre majorité,...

M. André Laignel. On en veut encore !

M. le Premier ministre. ... je veux dire qu'il est aujourd'hui capital de rassembler nos efforts...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Encore ! Encore !

M. le Premier ministre. ... solidaires et unis pour poursuivre pendant l'année qui vient l'effort de redressement qui s'impose, compte tenu de la situation dans laquelle les socia-

listes ont mis la France en cinq ans. Cet effort, nous le conduirons jusqu'à son terme et, forts de cette action que nous menons ensemble, demain, c'est-à-dire dans les années qui viennent, la France, j'en suis sûr, redeviendra la grande nation libre et fière de son destin qu'elle a toujours été dans l'histoire et qu'elle doit rester. *(Les députés du groupe du R.P.R. et plusieurs députés du groupe U.D.F. se lèvent et applaudissent).*

M. Laurent Cathala. C'est la session de rattrapage !

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

6

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite du débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, explications de vote et vote en application de l'article 49, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures vingt.)

*Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,*

LOUIS JEAN

